Hommage à Hugo Chavez

Disparu le 5 mars 2013, Hugo Chavez a marqué l'histoire universelle en lui donnant un horizon indépassable : l'espérance comme foi et la justice comme mot d'ordre. Il est de ceux qui, issus du peuple, pense par le peuple et pour le peuple. Il est de ceux dont le courage et la détermination, étaient au service d'une cause immortelle : faire de ce monde, où règne la loi du plus fort, où le plus fort écrase le plus faible, où le riche exploite le pauvre, un monde plus fraternel et égalitaire.
Il n'a pas hésité à défier les maîtres de ce monde, les Etats Unis, les sionistes, les banques et les multinationales. Ce courage, il l'a puisé dans le courage inépuisable de son peuple. Ce courage a ancré l'espérance parmi les plus pauvres de son peuple, qui ont su le porter et le maintenir comme un chef exemplaire et universel. Universel parce que la cause de son peuple est la cause de tous les peuples du Sud, la cause de tous les damnés de la terre.
Ce mouvement vers la justice et l'égalité, cette révolution en marche, effraie ses ennemis, les ennemis de son peuple et de tous les peuples du Sud. Malgré eux, ces ennemis lui rendront hommage parce que longtemps il hantera leurs cauchemars. Sa victoire est là, c'est la victoire de tous les opprimés. Hugo Chavez, tu es et tu seras toujours vivant !
Comité Action Palestine

Le Président Hugo Chavez était un fervent défenseur de la cause palestinienne, c'est pourquoi il a adressé, le 17 septembre 2011, une lettre à Monsieur Ban Ki-Moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, approuvant la création d'un Etat palestinien. Nous reproduisons cette lettre publiée sur le site : **http://www.cbparis.net/.**

CREATION DE L'ETAT PALESTINIEN
Lettre de Hugo Chavez à l'ONU
Miraflores, le 17 septembre 2011

Excellence
Monsieur Ban Ki-Moon
Secrétaire général

Organisation des Nations Unies
Monsieur le Secrétaire général ;
Honorables représentants des peuples du monde,
Je m'adresse à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, à cette grande tribune où sont représentés tous les peuples de la Terre, pour réaffirmer aujourd'hui et en ce lieu l'appui total du Venezuela à la reconnaissance de l'État de Palestine, au droit de la Palestine de se convertir en un État libre, souverain et indépendant. Il s'agit là d'un acte de justice historique envers un peuple qui porte en soi depuis toujours toute la douleur et toute la souffrance du monde,
Le grand philosophe français Gilles Deleuze a dit, empruntant l'accent de la vérité, dans son ouvrage mémorable La grandeur de Yasser Arafat : La cause palestinienne est avant tout l'ensemble des injustices que ce peuple a subies et continue de subir. Elle est aussi – oserai-je ajouter – une volonté de résistance permanente et irréductible qui est d'ores et déjà inscrite dans la mémoire héroïque de la condition humaine. Une volonté de résistance qui naît de l'amour pour la terre. Mahmoud Darwish, cette voix infinie de la Palestine possible, nous parle depuis le sentiment et la conscience de cet amour :
Qu'avons-nous besoin du souvenir
le Mont Carmel est en nous
et sur nos paupières pousse l'herbe de Galilée
Ne dis pas : Que ne courrions-nous pas comme un fleuve pour le rejoindre
Nous sommes dans la chair de notre pays
Il est en nous
Contre ceux qui soutiennent à tort que ce que le peuple palestinien a souffert n'est pas un génocide, Deleuze soutient avec une lucidité implacable : D'un bout à l'autre, il s'agira de faire comme si le peuple palestinien, non seulement ne devait plus être, mais n'avait jamais été. C'est là – comment dire ? – le degré zéro du génocide : décréter qu'un peuple n'existe pas ; lui nier le droit à l'existence. À ce sujet, saluons la raison le grand écrivain espagnol Juan Goytisolo lorsqu'il affirme catégoriquement : La promesse biblique de la terre de Judée et de Samarie aux tribus d'Israël n'est pas un contrat de propriété entériné par-devant notaire qui autorise à expulser de leur terre ceux qui y sont nés et qui y vivent. Aussi la solution du conflit du Moyen-Orient passe-t-elle

forcément par la justice à rendre au peuple palestinien : telle est la seule voie si l'on veut conquérir la paix.
Nous souffrons et nous indignons en constatant que ceux qui ont subi l'un des pires génocides de l'Histoire se sont convertis en bourreaux du peuple palestinien ; nous souffrons et nous indignons en constatant que le legs de l'Holocauste est la Nakba. Il est simplement indignant tout court de constater que le sionisme continue de recourir au chantage de l'antisémitisme contre ceux qui s'opposent à ses sévices et à ses crimes. Israël a instrumentalisé et instrumentalise d'une façon éhontée et vile la mémoire des victimes. Et il le fait pour pouvoir agir en toute impunité contre la Palestine. Il va sans dire, au passage, que l'antisémitisme est une plaie occidentale, européenne, dont les Arabes ne sont pas partie prenante. De plus, n'oublions pas en plus que c'est le peuple sémite palestinien qui souffre de l'épuration ethnique pratiquée par l'État colonialiste israélien.
Qu'on me comprenne bien : une chose est de refuser l'antisémitisme, autre chose, et une autre, très différente, est d'accepter passivement que la barbarie sioniste impose au peuple palestinien un régime d'apartheid. D'un point de vue éthique, quiconque refuse la première doit condamner la seconde.
Qu'il me soit permis une digression nécessaire : il est franchement abusif de confondre sionisme et judaïsme ; nombre d'intellectuels juifs, tels Albert Einstein et Erich Fromm, se sont chargés de nous le rappeler au fil du temps. Et, aujourd'hui, de plus en plus de citoyens conscients au sein même d'Israël, s'opposent ouvertement au sionisme et à ses pratiques terroristes et criminelles. Il faut le dire clairement : le sionisme, comme vision du monde, est foncièrement raciste. Ces affirmations de Golda Meir, d'un cynisme atterrant, en sont une preuve criante : Comment pourrions-nous rendre les territoires occupés ? Il n'y a personne à qui les rendre ! Ce que l'on appelle les Palestiniens n'existe pas. Ce n'était pas comme s'il y avait eu un peuple en Palestine, qui se considérait comme le peuple palestinien, et que nous étions venus, les avions jetés dehors et leur avions enlevé leur pays. Ils n'existaient pas.
Rappelons-nous : c'est dès la fin du XIXe siècle que le sionisme a parlé du retour du peuple juif en Palestine et de

la création d'un État national qui lui soit propre. Cette prise de position s'imbriquait parfaitement dans le colonialisme français et britannique, comme il ferait ensuite dans l'impérialisme yankee. L'Occident a, depuis toujours, appuyé et encouragé l'occupation sioniste de la Palestine par la voie militaire.
Lisez et relisez donc ce document qui est connu historiquement comme la Déclaration de Balfour de 1917 : le gouvernement britannique s'arrogeait la faculté de promettre aux juifs un foyer national en Palestine, en dénigrant délibérément la présence et la volonté de ses habitants. Et rappelons que chrétiens et musulmans ont vécu en paix, des siècles durant, en Terre sainte jusqu'à ce que le sionisme ait entrepris de la revendiquer comme sa propriété entière et exclusive.
Rappelons encore que, dès la deuxième décennie du XXe siècle, le sionisme, profitant de l'occupation coloniale de la Palestine par la Grande-Bretagne, a commencé à développer son projet expansionniste. Et qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le peuple palestinien verrait sa tragédie empirer par son expulsion à la fois de son territoire et de l'Histoire. La résolution 181 des Nations Unies – ignominieuse et illégale – recommanda en 1947 la partition de la Palestine en un État juif, en un État arabe et en une zone sous contrôle international (Jérusalem et Bethléem), concédant ainsi – quelle honte ! – 56% du territoire au sionisme pour qu'il y constitue son État. Cette Résolution violait de fait le droit international et bafouait d'une manière flagrante la volonté des grandes majorités arabes : le droit des peuples à l'autodétermination devenait lettre morte.
De 1948 à nos jours, l'État sioniste a poursuivi sa stratégie criminelle contre le peuple palestinien. Pour ce faire, il a toujours pu compter sur un allié inconditionnel : les États-Unis d'Amérique. Et cette inconditionnalité se traduit par un fait bien concret : c'est Israël qui oriente et fixe la politique internationale étasunienne au Moyen-Orient. Edward Saïd, cette grande conscience palestinienne et universelle, soutenait avec force raison que tout accord de paix qui se construirait sur l'alliance avec les USA, loin d'amenuiser le pouvoir du sionisme, le confortera.
Toutefois, contrairement à ce qu'Israël et les États-Unis prétendent faire croire au monde à travers les multinationales

de la communication et de l'information, ce qui est arrivé et ce qu'il continue d'arriver en Palestine n'est pas – disons-le avec Saïd – un conflit religieux : c'est un conflit politique marqué du sceau du colonialisme et de l'impérialisme ; ce n'est pas un conflit millénaire : c'est un conflit contemporain ; ce n'est pas un conflit qui est né au Moyen-Orient : c'est un conflit qui est né en Europe. Quel était et quel est encore le nœud du conflit ? Le fait qu'on privilégie dans les discussions et les analyses la sécurité d'Israël, jamais celle de la Palestine. L'histoire récente le corrobore : il suffit de rappeler la nouvelle équipée génocidaire déclenchée à Gaza par Israël à travers l'opération Plomb fondu.

La sécurité de la Palestine ne peut se réduire à la simple reconnaissance d'un auto-gouvernement et d'un auto-contrôle policier limités dans ses « enclaves » de la Rive Ouest du Jourdain et de la bande de Gaza, tout en ignorant non seulement la création de l'État palestinien dans les frontières antérieures à 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, les droits de ses nationaux et le droit de son peuple à l'autodétermination, mais encore le droit à la compensation et le droit au retour de la moitié de la population palestinienne dispersée dans le monde entier, aux termes de la Résolution 194.

Il n'est pas croyable qu'un pays, Israël, qui doit son existence à une résolution de l'Assemblée générale puisse mépriser à ce point les résolutions émanant des Nations Unies ! Voilà ce que dénonçait le père Miguel D'Escoto quand il réclamait la fin du massacre de la population de Gaza fin 2008 et début 2009.

Monsieur le Secrétaire général ;

Honorables représentants des peuples du monde,

On ne saurait ignorer la crise des Nations Unies. Nous avons soutenu en 2005, devant cette même Assemblée générale, que le modèle des Nations Unies était épuisé. Le fait que le débat sur la question de Palestine ait été ajourné et qu'on soit en train de le saboter ouvertement en est une nouvelle confirmation.

Washington ne cesse de répéter depuis plusieurs jours qu'il opposera son veto, au Conseil de sécurité, à ce qui sera une résolution majoritaire de l'Assemblée générale : à la

reconnaissance de la Palestine comme membre de plein droit de l'ONU. Nous avons d'ores et déjà déploré, aux côtés des nations sœurs qui constituent l'Alliance bolivarienne des peuples de Notre Amérique (ALBA), dans la Déclaration de reconnaissance de l'État de Palestine, qu'une aspiration si juste soit bloquée par ce biais. L'Empire, nous le savons tous, prétend dans ce cas comme dans d'autres imposer un deux-poids-deux-mesures dans l'arène internationale : c'est là la double morale yankee qui, tout en violant le droit international en Libye, permet à Israël de faire ce qu'il lui chante, devenant ainsi le principal complice du génocide que la barbarie sioniste commet contre les Palestiniens. Je rappelle une phrase de Saïd qui met bien le doigt sur la plaie : compte tenu des intérêts d'Israël aux États-Unis, la politique de ce pays au Moyen-Orient est donc israélocentriste.
Je voudrais conclure en faisant entendre la voix de Mahmoud Darwish dans son mémorable poème Sur cette terre :
Il y a sur cette terre ce qui mérite de vivre
il y a sur cette terre,
le commencement des commencements,
la fin des fins.
On l'appelait Palestine et on l'appelle désormais Palestine.
Madame, je mérite, parce que vous êtes ma dame,
je mérite de vivre.
Elle continuera de s'appeler la Palestine. La Palestine vivra et vaincra ! Vive la Palestine libre, souveraine et indépendante !

Hugo Chávez Frías
Président de la République bolivarienne du Venezuela

Libres dans la prison de Gaza

A l'occasion de la **Journée de la terre en Palestine**,

le **Comité Action Palestine**

vous invite à une soirée-débat

« ***Prisonniers palestiniens : combattants de la Liberté*** »

Le **29 mars 2013 à 20h30**

Centre Social Génicart,
Esplanade François Mitterand Lormont, tram A
direction Bassens, arrêt Gravières

au programme :

Projection de « ***Libres dans la prison de Gaza*** »,
un film de C. de Hond et M. Court, 2012

et

L'intervention de **Shireen Issawi**, avocate palestinienne, ***sœur de Samer Issawi***, prisonnier en grève de la faim depuis 240 jours.

La Journée de la Terre est hautement symbolique : elle exprime à la fois la résistance au sionisme et le refus de l'usurpation de la terre qui est l'essence-même de la colonisation juive de la Palestine.
Le 30 mars 1976, six Palestiniens de 1948 (c'est-à-dire ceux qui ont pu rester en 1948 après la création par la force de l'Etat d'Israël) étaient abattus par l'armée d'occupation d'Israël, 96 étaient blessés et 300 autres arrêtés. Leur crime ? Avoir manifesté contre l'État sioniste qui avait confisqué et déclaré " zone militaire " 1700 hectares appartenant à des villages palestiniens. Depuis lors, tous les 30 mars, la «

Journée de la Terre » commémore cet événement en Palestine et partout dans le monde où se trouvent les défenseurs des droits du peuple palestinien.
Le sionisme est un mouvement colonial et raciste qui est à l'origine de la création de l'Etat d'Israël. Celui-ci bénéficie du soutien inconditionnel des puissances impérialistes occidentales qui considèrent cette entité comme leur agent au Proche et Moyen Orient. Depuis plus d'un siècle, les Palestiniens connaissent le prix de leur résistance au sionisme. Si la prison est une perspective certaine pour le résistant, la résistance est aussi l'horizon des prisonniers palestiniens. Leur combat est un combat politique et c'est un repère fondamental de l'identité palestinienne.
Ainsi le mouvement de grève de la faim des prisonniers palestiniens dans les geôles sionistes, initié depuis début 2012, est d'une ampleur inégalée par sa longueur. Samer Issawi et Ayman Sharrawneh en sont actuellement les fers de lance. Libérés en 2011 lors de l'opération d'échange de prisonniers ils ont été de nouveau arrêtés au cours de l'été 2012 par les forces sionistes et placés en détention « administrative ». Depuis leur arrestation, c'est à dire plus de 240 jours, ils mènent une grève de la faim. Leur état est critique et ils peuvent mourir à chaque instant.
Lors de la dernière audition par le tribunal militaire sioniste qui a rejeté une nouvelle fois sa demande de libération, Samer Issawri a déclaré : » Je suis plus fort que l'armée d'occupation et ses lois racistes, je suis Samer al-Issawri, fils de la ville d'Al-Quds. Je vous demande lorsque je tombe en martyr de porter mon âme comme un cri en faveur de tous les prisonniers et prisonnières, que ce soit un cri pour la liberté, la libération et la fin du cauchemar des prisons et de leurs ténèbres étouffantes. Mon combat est plus grand qu'une question de liberté individuelle. Moi-même et mes compagnons héroïques menons une lutte pour tout le peuple palestinien, contre l'occupation et ses prisons, afin que nous soyons libres et maitres de notre Etat libéré et dans notre ville d'Al-Quds… ».
Unis derrière leurs prisonniers, les Palestiniens ont lancé un immense mouvement de soutien et affrontent quotidiennement l'ennemi sioniste et ses collaborateurs (ONG, Autorité palestinienne), démontrant ainsi que la résistance

palestinienne se joue de tous les murs érigés pour la diviser et la détruire.
Nous, Comite Action Palestine, sommes entièrement solidaires de la résistance héroïque des prisonniers palestiniens. Nous dénonçons avec force tous ceux qui restent muets face aux crimes de l'occupant sioniste et qui de fait collaborent à cette politique. Nous rendons hommage à tous les martyrs prisonniers parmi lesquels Arafat Jaradat assassine samedi 23 février par ses geôliers sionistes. Nous tenons également à ré-exprimer notre solidarité au résistant Georges Ibrahim Abdallah, maintenu en une sorte de détention administrative par l'Etat français, tous les gouvernements s'étant jusqu'à présent opposés à sa libération, alors qu'il est libérable depuis plus de 10 ans.

Soutenir la lutte des prisonniers détenus dans les geôles sionistes (Mars 2013 : N°8)



« Rien ne symbolise mieux que la prison coloniale la lutte à mort qui se joue entre colon et colonisé. Si la prison est l'éventualité certaine du résistant, la résistance est aussi l'horizon du prisonnier. C'est ce qu'attestent les luttes menées au sein même des geôles sionistes. Les prisonniers sont les martyrs, mais non les victimes de la résistance. Ils en sont les acteurs. Lutter contre la détention administrative et les conditions carcérales, c'est aussi lutter pour que la résistance continue, c'est lutter pour que la société continue d'exister. Parce que le combat des prisonniers est toujours un combat politique, le statut de prisonnier constitue, par conséquent, un repère fondamental de l'identité nationale palestinienne. C'est pourquoi la libération inconditionnelle de tous les prisonniers, palestiniens et arabes, est une revendication centrale de la cause palestinienne.

Cette chronique, produite par Rim al-Khatib, se veut être l'écho de cette lutte. Depuis début 2012, les prisonniers en détention administrative ont lancé un mouvement ininterrompu de grève de la faim. Actuellement Samer 'Issawi est en grève de la faim depuis plus de 5 mois (150 jours) ».

« Nés libres, nous le resterons »

Soutenir la lutte des prisonniers détenus dans les geôles sionistes
Mars 2013 : N°8
I – Abolir la détention « administrative »
Le résistant Samer Issawi est toujours en grève de la faim, depuis plus de 230 jours. Sa sœur Shirine a annoncé à la

presse que les autorités de l'occupation ont proposé à Samer la libération à condition d'être déporté vers la bande de Gaza, proposition qu'il a refusé net, considérant que l'occupation procède à un nettoyage ethnico-religieux de la ville occupée d'al-Quds, pour en faire une ville juive et sioniste. Il a jugé que sa vie n'était pas plus chère que la capitale palestinienne occupée.
Samer Issawi a purgé la peine pour laquelle il a été arrêté et détenu, à la date du 6 mars, celle de s'être déplacé vers les territoires occupés de Cisjordanie. Il avait été condamné à 6 mois de prison. Aujourd'hui, il est maintenu en prison pour un autre motif concocté par les services sécuritaires de l'occupation. Il risque, comme Ayman Sharawneh, tous les deux prisonniers libérés lors de l'accord d'octobre 2011, à être condamné à purger le reste de la peine pour laquelle il avait été arrêté auparavant et dont il a accompli 10 ans de prison. En effet, l'occupation se venge des prisonniers libérés lors de cet accord, profitant du silence international sur ses violations et crimes, et profitant surtout de la complicité criminelle de l'impérialisme.
Ayman Sharawneh poursuit également la grève de la faim, qu'il a reprise il y a plus de 80 jours, malgré son état de santé critique. L'occupation lui a également proposé la déportation à Gaza, il y a une semaine. Il n'a toujours pas répondu, sa famille souhaitant qu'il reste en vie, mais respectant toute décision prise par Ayman.
Trois détenus « administratifs » du Jihad islamique sont toujours en grève de la faim depuis 12 jours, il s'agit de Mohammad Najjar, du camp d'al-Fawwar, de Zakaria Al-Hih, de Sourif, et de Ibrahim Ibrahim, du camp Aqaba, dans la province d'Ariha, arrêtés puis détenus sans aucune charge. Ils réclament leur libération immédiate et l'abolition de la détention administrative.
Plusieurs détenus « administratifs » ont subi le renouvellement de leur détention : Ayman Hamdane, 6 mois, Ayman Zaaqiq, 4 mois et Issa Awawdeh, 2 mois. Tous avaient été arrêtés en 2011 en tant que membres du Jihad islamique.
Tareq Qaadane et Jaafar Izzidine, détenus « administratifs », avaient suspendu leur grève de la faim, en attendant la décision du tribunal de l'occupation. Celui-ci n'a pas pris de décision, puisque la séance a été reportée, mais le juge avait

déclaré qu'ils seraient libérés à la fin de la durée à laquelle ils ont été condamnés, et qu'elle ne serait plus renouvelée après le 21 mai 2013. Transférés à un hôpital à l'intérieur de l'Etat sioniste pour quelques jours, ils ont été remis en prison.

Le mouvement de solidarité avec les prisonniers en lutte déclenché il y a plusieurs semaines dans les territoires occupés a son premier martyr, Mohammad Asfour, qui a succombé à ses blessures le mercredi 6 mars. Le martyr Mohammad Asfour est tombé en défense de la dignité du peuple palestinien et des prisonniers. Il avait été gravement blessé par les forces de l'occupation lors d'une manifestation de soutien aux prisonniers en lutte. Les sionistes avaient alors « offert » de le soigner dans leurs hôpitaux pour éviter son martyre, par crainte de susciter de nouvelles révoltes. Mohammad Asfour (22 ans) était étudiant à l'université d'Abu Dis, dans la banlieue d'al-Quds. Nombreux sont les dirigeants de la résistance palestinienne à appeler à une révolte généralisée contre l'occupation, à partir du vendredi 8 mars, date de ses funérailles. Mais l'Autorité Palestinienne de Ramallah veille : pas question de révolte avant la venue du président américain Obama. L'occupant sioniste craint également ces « troubles » en Cisjordanie.Les prisonniers palestiniens détenus dans les prisons sionistes lancent un mouvement de protestation progressif en soutien aux prisonniers en lutte. Ils protestent contre l'assassinat du prisonnier Arafat Jaradat et réclament la fin de l'isolement de Darrar Abou Sissi. Ils réclament l'intervention des autorités égyptiennes pour obliger l'Etat sioniste à respecter l'accord d'échange d'octobre 2010. Dans un communiqué publié le 5 mars, les prisonniers ont annoncé le début de leur mouvement disant que « le mouvement des prisonniers est capable de prendre l'initiative et d'affronter le geôlier sioniste ». Ils ont appelé le peuple palestinien à se soulever et à considérer la journée du vendredi 8 mars « vendredi de la colère, de soutien et de fidélité aux prisonniers ».

Les Palestiniens sont de plus en plus en colère contre les organisations internationales dont le mutisme envers la cause des prisonniers grévistes de la faim n'a jamais été aussi flagrant. De l'ONU au CICR, c'est la même attitude qui prouve qu'elles sont en réalité un bras de l'occupation. De même, de

nombreuses associations de défense des droits de l'homme que les Etats européens ont financées depuis les accords d'Oslo montrent à présent leur vraie nature : leur financement leur interdit d'être actifs dans le soutien aux prisonniers palestiniens et de mobiliser en leur faveur, alors qu'elles multiplient depuis des années des rapports sur les « droits de l'homme » dans les territoires occupés palestiniens. Ils sont surtout en colère contre les Etats occidentaux qui sont considérés comme les principaux partenaires de l'Etat sioniste dans sa politique coloniale et répressive. Les étudiants de l'université de Bir Zeit ont chassé le consul britannique et l'ont empêché de tenir une conférence le 5 mars dernier. Sur sa voiture, fut collée la photo du prisonnier en lutte S amer Issawi. Sheikh Khodr Adnane a rappelé la révolte des étudiants de Bir Zeit contre la visite de Jospin, en 2000. Il fut arrêté par l'Autorité palestinienne à cette époque. Il a déclaré que les universités palestiniennes sont et doivent rester un lieu de protestation contre l'occupation et ses alliés et que « la visite des représentants de l'impérialisme à nos universités est interdite ».

2 – Statistiques

Les autorités de l'occupation sioniste ont arrêté 382 Palestiniens au mois de février 2013. Parmi eux, 72 Palestiniens de la ville de Nablus, et 70 de la ville d'al-Quds. Au cours de ce même mois, trois députés du mouvement Hamas ont été enlevés, dont Ahmad Attoun député de la ville d'al-Quds et refoulé vers Ramallah.

Entre 2009 et 2011, seuls 77 ont été annulés par le tribunal militaire sioniste sur les 2867 ordres de détention administrative prononcés par l'armée d'occupation sur avis du shabak, soit 2,6%. En 2011, 855 ordres de détention administrative ont été prononcés, 539 ont été approuvés, 21 annulés et 272 ont été réduits, dont 26 réduits fondamentalement. Une augmentation de 64% a été enregistrée au cours de 2011 pour les ordres confirmés, par rapport à l'année 2010.

L'Unicef (organisme international de l'ONU) vient de publier un rapport sur les enfants détenus dans les prisons sionistes. Selon cet organisme, 700 enfants palestiniens sont arrêtés tous les ans. Mis à part les rapports qu'ils publient de temps à autre, à quoi servent ces organismes qui ne prennent aucune

mesure concrète contre l’occupation ?

3 – Arrestations et condamnations

Le tribunal de l’occupation a condamné Intissar Sayyad, de la ville d’al-Quds, à 30 mois de prison ferme, l’accusant d’avoir tenté de poignarder un soldat sioniste. Intissar Sayyad est mère de quatre enfants. Elle a refusé d’avouer ce dont elle est accusée, malgré l’interrogatoire violent subi depuis son arrestation.Nader Jaffal, membre de la direction centrale du FDLP, et prisonnier libéré (40 ans) a été arrêté à Abou Dis, dans la banlieue d’al-Quds. Nader Jaffal avait été détenu dans les prisons de l’occupation pendant 15 ans, et fut libéré en 2009.

14 prisonnières sont détenues dans les geôles de l’occupation, la doyenne étant Lina Jarbouni, des territoires occupés en 1948. La plus jeune est Hadeel Abou Turki, 17 ans.

Les forces de l’occupation ont arrêté le prisonnier libéré, blessé et paralysé, Mu’tazz Ubayd, de la ville d’al-Khalil au début du mois de mars. Il a été libéré une semaine plus tard.

Thamer Sabaana, frère du caricaturiste palestinien Mohammad Sabaana, arrêté et détenu depuis le mois de février, a été arrêté par les forces de l’occupation. Son crime ? Son soutien actif aux prisonniers en lutte, puisque Thamer a lancé depuis plusieurs mois un mouvement populaire de solidarité avec les prisonniers. Il avait déjà été arrêté plusieurs fois.

Le prisonnier Mukhles Sawafta de Toubas entame la 23ème année de sa détention dans les prisons sionistes. Il avait été arrêté le 9 mars 1991 et condamné à la prison à perpétuité après avoir été accusé d’avoir tué un soldat sioniste. Il n’avait que 17 ans à l’époque. Le résistant Sawafta est privé de visites familiales depuis 11 ans, pour des motifs soi-disant sécuritaires. Lors de son arrestation, il a été isolé pendant 7 mois dans la prison de Junayd, pour interrogatoire. Puis tansféré à la prison de Telmond, il y a été isolé pendant 8 mois où il fut victime de traitements inhumains.

Depuis plusieurs mois, les forces spéciales de l’occupation mènent des raids contre les diverses prisons où sont détenus les Palestiniens, et notamment dans la prison du Naqab. Les sections 6 et 7 sont particulièrement visées. Les prisonniers palestiniens y sont battus, comme au cours du dernier raid où le prisonnier Sami Usayleh a été violemment battu avant d’être mis en isolement.

4 – Libération

Shadi Issawi, frère de Samer Issawi, a été libéré après 14 jours. Il a subi un interrogatoire dur et pénible et a été contraint à payer 8000 shekels. Une récente étude a montré que les Palestiniens non seulement subisssent l'occupation, mais la financent et financent les tribunaux et les prisons en étant obligés de payer des amendes, aux tribunaux et prisons sionistes.

5 – Ils ont perdu la dépouille d'un martyr

Le tribunal suprême sioniste vient d'annoncer que les autorités de l'occupation ont égaré la dépouille d'un prisonnier tombé martyr, il y a trente ans, dans la prison de Ascalan. Il s'agirait du martyr Anis Mahmoud Dawla. D'après Qaddoura Farès, président du Club des prisonniers, l'occupant aurait vendu les organes du martyr ou procédé à des expériences sur son corps. Que les sionistes soient aussi criminels, n'est pas étonnant, les massacres commis en Palestine depuis leur arrivée en Palestine au début du siècle dernier le prouvent. Mais c'est l'attitude du CICR qui est étrange, puisqu'il est normalement chargé de suivre les dossiers des prisonniers. Si le CICR et les organismes internationaux sont incapables de protéger les prisonniers, à quoi servent-ils donc ?

Mahmoud Dawla avait été arrêté le 30 juin 1968 lors d'une bataille contre l'occupation dans la région d'al-Aghwar (Jourdain). Le tribunal militaire l'avait condamné à la perpétuité. Il mourut en martyr dans la prison de Ascalan, le 31 août 1980, suite à la détérioration de sa santé, des suites des conditions de détention. Sa dépouille mortelle n'a jamais été rendue à la famille. Des centaines de martyrs palestiniens ont subi le même sort. Leurs familles réclament leurs corps. Et parmi eux, le prisonnier d'origine libanaise Yahia Skaf, combattant au Fateh qui a participé le 11 mars 1978 à l'opération Kamal Adouane. Aucune nouvelle de lui n'est parvenue depuis son arrestation et son corps n'a jamais été remis à sa famille.

6 – Solidarité

Les prisonnières libérées vivant dans la bande de Gaza ont décidé d'entamer une grève de la faim devant les locaux du CICR. Elles protestent contre le silence international vis-à-vis des prisonniers palestiniens et les conditions de

détention. 22 autres femmes palestiniennes avaient décidé également de mener une grève de la faim dans la tente de la solidarité érigée en soutien aux prisonniers en lutte. Elles ont décidé de soutenir les prisonniers en lutte, en premier lieu Samer Issawi, en participant elles aussi à sa lutte.
L'Union des radios et télévisions islamiques critique le silence médiatique vis-à-vis des prisonniers en lutte. Elle a décidé d'intensifier les émissions sur la situation des prisonniers et leur lutte actuelle.
L'Autorité palestinienne prépare la visite d'Obama : pour relancer les négociations, elle exige deux « gestes » de la part du gouvernement sioniste : le gel de la colonisation et la libération des anciens prisonniers détenus dans les geôles de l'occupation. Cependant, le premier ministre Netanyahu considère que la libération de 123 prisonniers du Fateh détenus avant les accords d'Oslo en 1993 ferait l'affaire..Les étudiants palestiniens de l'Université « israélienne » à Haïfa avaient décidé de se mobiliser pour les prisonniers palestiniens. Ils ont proposé de se tenir debout pendant une minute de silence sur le campus de l'université. Les étudiants sionistes les ont accusés de soutenir les « terroristes ». La direction de l'université a mobilisé ses sbires de la sécurité pour empêcher la minute de silence.
Une caravane de solidarité avec les prisonniers en lutte, et notamment le prisonnier Maher Younes en grève de la faim, est partie jeudi 7 mars de la ville de 'Ara (dans le Triangle, territoires occupés en 48), de la maison de Maher Younes, vers la prison de Gilboa, où sont enfermés la plupart des prisonniers originaires des territoires occupés en 48.
L'Autorité Palestinienne de Ramallah et ses appareils sécuritaires maintiennent plus de 200 résistants appartenant à divers organisations palestiniennes dans leurs prisons. Il s'agit souvent de prisonniers libérés, mais aussi de militants actifs dans le soutien aux prisonniers en lutte. La chasse aux militants et résistants a été récemment déclenchée suite aux manifestations contre l'occupation. Pour accueillir le président américain Obama qui compte profaner la mosquée al-Aqsa en y entrant sous la protection sioniste, l'AP essaie coûte que coûte de réprimer toute protestation contre l'occupation. Dans la ville d'al-Khalil, une manifestation a eu lieu ce dimanche 10 mars pour protester contre les

arrestations faites par les services sécuritaires de l’AP.

Soutenir la lutte des prisonniers détenus dans les geôles sionistes (Mars 2013 : N°7)



« Rien ne symbolise mieux que la prison coloniale la lutte à mort qui se joue entre colon et colonisé. Si la prison est l’éventualité certaine du résistant, la résistance est aussi l’horizon du prisonnier. C’est ce qu’attestent les luttes menées au sein même des geôles sionistes. Les prisonniers sont les martyrs, mais non les victimes de la résistance. Ils en sont les acteurs. Lutter contre la détention administrative et les conditions carcérales, c’est aussi lutter pour que la résistance continue, c’est lutter pour que la société continue d’exister. Parce que le combat des prisonniers est toujours un combat politique, le statut de prisonnier constitue, par conséquent, un repère fondamental de l’identité nationale palestinienne. C’est pourquoi la libération inconditionnelle de tous les prisonniers, palestiniens et arabes, est une revendication

centrale de la cause palestinienne.

Cette chronique, produite par Rim al-Khatib, se veut être l'écho de cette lutte. Depuis début 2012, les prisonniers en détention administrative ont lancé un mouvement ininterrompu de grève de la faim. Actuellement Samer 'Issawi est en grève de la faim depuis plus de 5 mois (150 jours) ».

« Nés libres, nous le resterons »

Soutenir la lutte des prisonniers détenus dans les geôles sionistes

Mars 2013 : N°7

I- Abolir la détention « administrative »

La lutte du peuple palestinien pour l'abolition de la détention « administrative » se poursuit. Le nombre de prisonniers en grève illimitée de la faim s'élève. Mais au-delà de cette forme de détention humiliante et arbitraire qui vise tout Palestinien qui réclame la fin de l'occupation, c'est la mort du martyr Arafat Jaradat (30 ans) dans les salles de torture « israéliennes » qui a finalement soulevé les masses palestiniennes, dans tous les territoires palestiniens occupés et dans l'exil, autour de la question des prisonniers et contre l'occupation. Le martyre de Arafat Jaradat sous la torture ne fait aucun doute, même si les uns et les autres semblent vouloir apaiser les esprits en réclamant une enquête internationale « neutre », comme si la neutralité était la marque déposée des organismes internationaux, ONU en tête.

Les services de renseignements sionistes, qui pratiquent la torture des prisonniers, avaient refusé la demande des libéraux sionistes que les interrogatoires soient filmés. La famille de Arafat Jaradat affirme que les soldats de l'occupation lui ont demandé de faire ses adieux à leur fils et père, avant de l'emmener. Le crime fut prémédité, l'entité sioniste toute entière a décidé de donner l'exemple : la torture et l'assassinat sont sa réponse aux prisonniers et au peuple palestinien qui se soulève. Les organisations et organismes internationaux et les Etats « civilisés » sont complices de ce crime, même s'ils le dénoncent ou réclament des enquêtes. Ils sont complices car ils ont laissé et

laissent faire l'Etat de la barbarie, ils détournent l'attention de la « communauté internationale » et des peuples vers des conflits qu'ils suscitent ailleurs, et laissent le sort des prisonniers palestiniens entre les mains de leurs bourreaux sionistes.
Samer Issawi, Ayman Sharawneh, sont toujours en grève de la faim, réclamant leur libération et l'abolition de la détention « administrative ». Leur état de santé est une fois encore critique, ils ont été emmenés d'urgence à l'hôpital à Haïfa. Quant à Jaafar Izzidine et Tareq Qaadane, ils ont suspendu leur grève de la faim le 28 février, après que le tribunal sioniste ait promis de revoir leur dossier le 8 mars prochain. Si rien n'est fait, ils reprennent la grève, comme l'a affirmé le frère de Jaafar Izzidine. Le mouvement du Jihad islamique a estimé qu'il s'agit d'une nouvelle victoire arrachée par les prisonniers contre la détention « administrative ». Contrairement à ce que pensent certains, dont des responsables politiques palestiniens, les prisonniers grévistes ne mènent pas une lutte individuelle. Samer Issawi et Ayman Sharawneh luttent pour que cessent également l'arrestation et la détention des prisonniers libérés lors de l'accord d'échange d'octobre 2010. A la suite de sheikh Khodr Adnane, qui avait entamé une grève de la faim en décembre 2011 et qui a été libéré 66 jours après, et dont la lutte a déclenché les manifestations dans toute la Palestine et dans l'exil, les prisonniers combattants mènent aujourd'hui une lutte qui s'inscrit dans l'histoire du mouvement des prisonniers et dans l'histoire de la résistance palestinienne. Cependant, depuis la division inter-palestinienne en 2007, le mouvement national des prisonniers a subi le contre-coup de cette division et il est devenu extrêmement difficile pour les prisonniers de s'unir et de mener une lutte générale de longue durée.
Ils sont aujourd'hui 14 prisonniers à mener la lutte de la grève illimitée de la faim : outre les quatre résistants, Mona Qaadane, prisonnière sœur de Tareq Qaadane, maintes fois arrêtée et détenue, et libérée lors de l'accord d'échange, Maher Younes, doyen des prisonniers palestiniens, originaire des territoires occupés en 1948, a entamé la grève illimitée de la faim à partir du 25 février. Ayman Saqr, Umar Ayoub, Sufyan Rabi', Hazem Tawil, Younes Haroub, Ibrahim Khalil Ali

Sheikh (détenu depuis le 31 mai 2012), Mohammad Ahmad Najjar (détenu depuis le 30 octobre 2012) et Abdallah Mohammad Hadiya (détenu depuis le 24/12/2012) refusent leur détention « administrative ».
A la demande de la mère de Samer Issawi et de Samer Issawi lui-même, sheikh Khodr Adnane a cessé la grève de la faim qu'il avait commencée dans les locaux du CICR, d'autant plus que sa présence devant la prison de Ofer, dans la ville d'al-Khalil ou ailleurs en Cisjordanie , a largement contribué à développer le mouvement de la solidarité populaire avec les prisonniers. Cependant, le prisonnier libéré Thaer Halahla, qui avait mené la grève de la faim et obligé l'Etat de l'occupation à prononcer sa libération, a entamé la grève de la faim dans sa ville al-Khalil, en solidarité avec les prisonniers en lutte.
Le tribunal de l'occupation a refusé l'appel présenté par l'avocat du prisonnier « administratif » Ayed Mohammad Doudeen (46 ans) de Doura, dans la province d'al-Khalil. Doudeen est détenu depuis un an et demi sans charge autre que des « éléments secrets » fournis par les services de renseignements sionistes. Le prisonnier Doudeen a été détenu pendant 8 ans en détention « administrative ». Sa dernière arrestation a eu lieu le 9 août 2011, deux mois après avoir été libéré. Le Shabak prétend que Doudeen est un des principaux dirigants de la résistance dans la ville d'al-Khalil.

2 – Statistiques

Plusieurs prisonniers libérés lors de l'accord d'échange en octobre 2010 ont à nouveau été arrêtés : outre Ayman Sharawneh (Hamas), Samer Issawi (FDLP), Mona Qaadane (Jihad islamique), Iyad Funoun de Bethlehem, Ali Jumaa (al-Khalil), Ibrahim Abu Hajleh (FDLP), Youssef Ishtiwi (Qalqylia), Ayman Abou Daoud (al-Khalil), Mohammad Jumaa Teem (Nablus) et Abdel Rahman Dahbour (Qalqilya) ont été arrêtés et mis en détention « administrative ». Les autorités sionistes discutent de leur emprisonnement selon les charges qui avaient été retenues contre eux, c'est-à-dire la résistance à l'occupation, avant leur libération. Mohammad Teem et Youssef Ishtiwi ont déjà été condamnés à la poursuite de leurs anciennes condamnations.
203 résistants faits prisonniers sont décédés dans les prisons de l'occupation depuis 1967, à cause de la torture, de la

négligence médicale ou de l'assassinat. 71 résistants sont tombés martyrs du fait de la torture, 51 résistants du fait de la négligence médicale, 74 résistants furent assassinés de sang-froid après leur arrestation et 7 résistants furent tués par les forces sécuritaires à l'intérieur des prisons. 7 résistants prisonniers furent assassinés dans la prison de Meggido.
Ayant rompu l'accord d'octobre 2010, les autorités de l'occupation continuent à isoler plusieurs dirigeants résistants : Darrar Abou Sissi, Samer Abou Kweik, Tamer Rimawi, Awad Qa'idi et Imad Serhan.

3 – Enlèvement et emprisonnement d'un caricaturiste

Le célèbre caricaturiste palestinien, Mohammad Sabaane (34 ans), a été arrêté par les forces de l'occupation le 16 février dernier alors qu'il revenait de Jordanie. Sabaane a été transféré à la prison de Ascalan le 25 février. Le 28 février, sa détention a été renouvelée de 8 jours.Son frère a affirmé que la famille n'avait aucune nouvelle de Mohammad car les avocats ont été empêchés de le voir. Mohammad Sabaane a reçu plusieurs prix palestiniens et arabes pour ses caricatures qui traitent de l'occupation et de la situation interne palestinienne.

4 – Libération

Ayman Shaath de la bande de Gaza a été libéré après 20 ans d'emprisonnement dans les prisons sionistes. Ayman faisait partie de la branche armée du Fateh, au temps de la première Intifada en 1987. Il fut arrêté à l'âge de 16 ans, avec son frère Ameen (15 ans), qui a été libéré après 12 ans d'emprisonnement. Ils furent accusés d'avoir tué un officiersioniste et furent condamnés à la perpétuité. Mais à cause de leur jeune âge, la peine fut allégée à 12 et 20 ans de prison.

5 – Lettre de prison

De la prison de Gilboa, Maher Younes, un des plus anciens prisonniers palestiniens (son cousin Karim Younes étant le doyen) et détenu depuis 1983, a transmis une lettre adressée au peuple palestinien, à sa direction politique, annonçant qu'il entame la grève de la faim.
« Aux masses de notre peuple héroïque palestinien, aux dirigeants, cadres et membres des organisations nationales et islamiques, aux membres du comité exécutif de l'OLP, au

président de l'Etat de Palestine, à son chef de gouvernement et à notre gouvernement unifié, aux membres du comité de suivi arabe dans l'intérieur palestinien (territoires occupés en 1948), au secrétaire général de la Ligue des Etats arabes, à tous les Etats membres, à tous les amis du peuple palestinien et aux êtres libres de ce monde, je vous transmet le salut de la liberté.

Je m'adresse à vous de cette sombre cellule où l'occupation a avalé plus de 30 ans de ma vie… Est-il possible que je ne puisse toucher ou embrasser les mains de ma mère depuis plus de trois décennies, alors qu'elle se trouve à la distance d'un baiser ! Et mon père qui fut enterré sans que je lui dise adieu ! Et ma famille qui s'agrandit et s'élargit, sans que je ne la connaisse ! Et la femme à la volonté de fer, l'amie et l'épouse qui n'a pas dépassé les limites de la pensée abstraite dans mon esprit ! Il est vrai que j'ai sacrifié (ma vie) et je crois toujours au sacrifice en faveur de la chère Palestine. Mais comment un combattant comme moi et comment des centaines d'autres que moi ont été abandonnés entre les mains de l'occupant, alors que ce qui s'appelle le processus de paix se déroule au-dessus de nos âmes et de nos vies depuis plus de 20 ans ? Comment nos dirigeants vivent leur vie ordinaire alors que nous n'avons pas de vie pendant tout ce temps, et sans qu'ils agissent pour nous libérer par tous les moyens possibles ? Afin que j'allume l'espoir dans la vie qui me reste, à moi et mes frères et camarades, que je mette toutes les parties palestiniennes et internationales face à leurs responsabilités humaines, que je dénonce les pratiques répressives et racistes de l'occupation envers nous-mêmes, et que je poursuive le chemin difficile de ceux qui l'ont emprunté avant moi, je me remets à Dieu et à mon cher peuple palestinien, j'ai décidé de mener la grève illimitée de la faim, à partir du 25 février 2013, pour les motifs suivants :
1 – pour la liberté des prisonniers, sans distinction entre eux, et les anciens prisonniers avant tout.
2 – Israël est un Etat d'apartheid à tous les niveaux (politique, juridique, législatif, civil, etc..), la preuve étant notre présence en prison toutes ces années. Bien qu'il n'y ait aucune comparaison entre la victime et le bourreau, je

ferai cette remarque : les juifs qui ont assassiné des Palestiniens, sur des bases nationales, et qui ont été condamnés à la perpétuité, ont été libérés après 7 ans de détention….
3 – J'appelle mon peuple dans l'intérieur palestinien a agir et à participer au mouvement qui se déroule en Cisjordanie et dans al-Quds.
4 – J'appelle notre peuple à organiser un grand rassemblement populaire à Ramallah le jour de la visite du président américain Obama afin d'exposer la situation des prisonniers. Soyez présents dans la tente de la protestation face au siège de l'ONU à Ramallah et faites-lui porter la responsabilité de la protection de nos droits fondamentaux après que l'Etat de Palestine ait été reconnu.

Chères sœurs, chers frères,
Je vous promets d'être fidèle à tous les principes et les valeurs révolutionnaires par lesquelles nous avons été éduqués, jusqu'à ce que nous nous retrouvions libres sous le ciel de la liberté dans al-Quds libérée.
…

Maher Abdel Latif Younes
25 Février 2013 – Prison centrale de Gilboa. »

6 – Solidarité

Le peuple palestinien résiste à l'occupation. Avant même le martyre de Arafat Jaradat, assassiné dans la prison de Meggido, les manifestations devant les prisons de Ofer, de Hawwara et de Ascalan ont rassemblé des centaines de Palestiniens en colère réclamant la libération des prisonniers en lutte pour la dignité, sans compter les centaines de manifestants dans les villes deCisjordanie , et notamment dans la ville d'al-Quds, et plus précisément à al-Issawiya.
Le martyre de Arafat Jaradat a élargi le mouvement de protestation. Dans la ville d'al-Khalil et sa région, lieu d'origine du martyr, les Palestiniens sont entrés en confrontation avec les soldats de l'occupation, la veille de la remise de sa noble dépouille et le jour de son enterrement. A Ramallah comme toutes les agglomérations, ce fut un soulèvement généralisé, de sorte que les forces de l'occupation ont parlé de « troisième intifada » qui

commençait. L’attitude de l’Autorité palestinienne de Ramallah et notamment du président Mahmoud Abbas fut d’accuser les sionistes de provoquer les Palestiniens, comme si l’occupation en soi n’était pas une raison pour se soulever et lutter, comme si les barrages, les arrestations quotidiennes, le vol des terres et les crimes des colons contre « la pierre et l’humain » n’étaient pas des provocations ! Mais la logique de l’Autorité Palestinienne de Ramallah n’est certainement pas celle du peuple ni des résistants.

De nombreux commentateurs discutent de la « nouvelle intifada », comparant ce qui se passe aujourd’hui en Cisjordanie aux précédents soulèvements. Certains mettent en avant son caractère « non-violent », d’autres parlent de spontanéité de la « rue » et l’absence des organisations de la résistance, certains la craignent, évoquant la « violence », d’autres la souhaitent et appelent à une large mobilisation populaire contre l’occupation. Cependant, les organisations de la résistance sont présentes dans le mouvement et les multiples actions réclamant la libération des prisonniers sont en majorité menées par ces organisations.

Dans plusieurs capitales et villes américaines et européennes, avant et après l’assassinat du martyr Jaradat, plusieurs manifestations ont eu lieu réclamant l’abolition de la détention « administrative » et la libération des prisonniers palestiniens. Les manifestants ont affirmé leur solidarité avec le héros Samer Issawi, dont la grève de la faim a dépassé les 220 jours. Des centaines d’articles sont parus dans la presse arabe et internationale, pour rendre hommage à ce nouvel héros palestinien, soulignant parfois que le peuple palestinien n’a pas fini d’étonner le monde par ses formes de lutte et son courage.

Les camps palestiniens au Liban ont décidé une grève générale dans les camps en soutien aux prisonniers palestiniens et pour protester contre la torture ayant entraîné le martyre de Arafat Jaradat. Devant le siège de l’ESCWA, un rassemblement unitaire palestinien a eu lieu le 28 février.

Les prisonniers palestiniens combattants de la liberté

Libérés en 2011 lors de l'opération d'échange de prisonniers, Samer Issawi et Ayman Sharrawneh ont été de nouveau arrêtés au cours de l'été 2012 par les forces sionistes et places en détention « administrative ». Depuis leur arrestation, c'est à dire plus de 210 jours, ils mènent une grève de la faim. Leur état est critique et ils peuvent mourir à chaque instant. Onze autres palestiniens détenus dans les mêmes conditions sont venus rejoindre ce mouvement de grève de la faim illimitée. La détention administrative autorise l'emprisonnement de personnes sans motif ou procès sur la seule motivation qu'ils menaceraient la sécurité de l'entité sioniste. Certains prisonniers palestiniens sont ainsi détenus sous ce régime depuis plus de 8 ans. Rien ne symbolise mieux que la prison coloniale la lutte à mort que livrent les colons aux colonisés.

Si la prison est une perspective certaine pour le résistant, la résistance est aussi l'horizon des prisonniers palestiniens. Leur combat est un combat politique et c'est un repère fondamental de l'identité palestinienne. Ainsi lors de la dernière audition par le tribunal militaire sioniste qui a rejeté une nouvelle fois sa demande de libération, Samer Issawri a déclaré : » *Je suis plus fort que l'armée d'occupation et ses lois racistes, je suis Samer al-Issawri, fils de la ville d'Al-Quds. Je vous demande lorsque je tombe en martyr de porter mon âme comme un cri en faveur de tous les prisonniers et prisonnières, que ce soit un cri pour la liberté, la libération et la fin du cauchemar des prisons et de leurs ténèbres étouffantes. Mon combat est plus grand qu'une question de liberté individuelle. Moi-même et mes compagnons héroïques, Tareq, Ayman, Ja'afar, menons une lutte pour tout le peuple palestinien, contre l'occupation et ses prisons, afin que nous soyons libres et maitres de notre Etat libéré et dans notre ville d'Al-Quds. Ne craignez pas que mon cœur s'arrête de battre, ni pour mes mains si elles se paralysent, je suis vivant et je vivrai après ma mort, car Al-Quds bouge dans mon sang, dans ma foi et ma doctrine*« .

Unis derrière leurs prisonniers, les Palestiniens ont lancé un immense mouvement de soutien et affrontent quotidiennement l'ennemi sioniste et ses collaborateurs (ONG, Autorité palestinienne), démontrant ainsi que la résistance palestinienne se joue de tous les murs érigés pour la diviser et la détruire.
Nous, Comite Action Palestine, exprimons notre entière solidarité envers la résistance héroïque des prisonniers palestiniens. Nous dénonçons avec force tous ceux qui restent muets face aux crimes de l'occupant sioniste et qui de fait collaborent à cette politique. Nous rendons hommage à tous les martyrs prisonniers parmi lesquels Arafat Jaradat assassine samedi 23 février par ses geôliers sionistes. Nous tenons également à ré-exprimer notre solidarité au résistant Georges Ibrahim Abdallah, maintenu en une sorte de détention administrative par l'Etat français, tous les gouvernements s'etant jusqu'à présent opposes à sa libération, alors qu'il est liberable depuis plus de 10 ans.
Comité Action Palestine

Dieudonné à Bordeaux: le Comité Action Palestine dénonce une « morale à deux vitesses »

Pour l'association pro-palestinienne, le cas Dieudonné illustre une « liberté d'expression à géométrie variable ».
Sans surprise, le Comité Action Palestine bordelais a dénoncé une morale à deux vitesses au sujet du débat sur l'interdiction éventuelle du spectacle de Dieudonné à Bordeaux prévu le 4 avril à la patinoire bordelaise de Mériadeck.
« Tout propos remettant en cause Israël est systématiquement

condamné sous couvert d''antisémitisme ou d''incitation à la haine », estime le CAP dans un communiqué. « Il s''agit de faire taire toute forme d''expression critique à l''endroit de l''état colonial sioniste. »
« La liberté d''expression est à géométrie variable, poursuit CAP : elle est totale lorsqu''il s''agit d''islamophobie et de stigmatisation des immigrés; elle n''existe pas si elle met en question le sionisme. »
Et de prévenir Alain Juppé en se référant au précédent sur le sujet à Cenon, ville voisine: « la mairie de Cenon avait été condamnée pour atteinte à la liberté d''expression en 2006 après avoir voulu interdire la représentation d'une troupe de théâtre de jeunes palestiniens (Al Rowwad). «
« De plus, Alain Juppé n''est pas sans ignorer que la société d''économie mixte de la Rochelle a été condamnée à verser à Dieudonné 40 000 euros suite à l''annulation de son spectacle », ajoute l'association pro-palestinienne.
Sud Ouest
Publié le 27/02/2013 par Yannick Delneste

Soutenir la lutte des prisonniers détenus dans les geôles sionistes (Février 2013 : N°5)

le 22/2/2013 7:10:00 (292 lectures)

« Rien ne symbolise mieux que la prison coloniale la lutte à mort qui se joue entre colon et colonisé. Si la prison est l'éventualité certaine du résistant, la résistance est aussi l'horizon du prisonnier. C'est ce qu'attestent les luttes menées au sein même des geôles sionistes. Les prisonniers sont les martyrs, mais non les victimes de la résistance. Ils en sont les acteurs. Lutter contre la détention administrative et les conditions carcérales, c'est aussi lutter pour que la résistance continue, c'est lutter pour que la société continue d'exister. Parce que le combat des prisonniers est toujours un combat politique, le statut de prisonnier constitue, par conséquent, un repère fondamental de l'identité nationale palestinienne. C'est pourquoi la libération inconditionnelle de tous les prisonniers, palestiniens et arabes, est une revendication centrale de la cause palestinienne. Cette chronique, produite par Rim al-Khatib, se veut être l'écho de cette lutte. Depuis début 2012, les prisonniers en détention administrative ont lancé un mouvement ininterrompu de grève de la faim. Actuellement Samer 'Issawi est en grève de la faim depuis plus de 5 mois (150 jours) ».

« Nés libres, nous le resterons »
Soutenir la lutte des prisonniers détenus dans les geôles sionistes

Février 2013 : N°5

I – Abolir la détention « administrative »

Les prisonniers poursuivent leur combat, pour la libération et les valeurs humaines les plus élevées. Ils ont gardé leur moral, comme leurs familles et les avocats l'affirment. Ils exigent leur libération immédiate, ils s'élèvent contre l'injustice et l'humiliation. Ils veulent vivre dans la dignité, dans leur patrie. Ils veulent chasser l'occupant qui est soutenu par la « communauté internationale ». Leur lutte défie l'occupation d'abord, mais aussi toutes les instances internationales qui prétendent défendre les droits de l'homme, à commencer par l'ONU et ses organisations, puis celles qui ont été érigées en références d'un monde soumis à l'injustice : Amnesty International et ses semblables. Ayman Sharawneh, Samer Issawi ont dépassé les 6 mois de grève de la faim, Jaafar Izzidine et Tareq Qaadane les trois mois. Qui peut prétendre être libre et souverain alors que les résistants prisonniers palestiniens risquent de mourir à chaque instant ? Le nom de Samer Issawi, fils de la ville meurtrie d'al-Quds, veut dire « chrétien » ('Issa étant le nom de Jésus). N'est-il pas le représentant actuel de la lutte du prophète Jésus contre l'oppression et l'injustice ? Qui peut encore prétendre parler au nom des chrétiens dans ce monde, alors qu'il refuse de soutenir la résistance du représentant du véritable christianisme libérateur ? Certains évoquent la grève de la faim menée par Samer Issawi, la décrivant comme étant la plus longue de l'histoire. Probable, mais chaque jour qui passe sans sa libération ne fait que confirmer la collaboration de la « communauté internationale » avec l'occupation et l'oppression et sa soumission au diktat américano-sioniste.

Dernière lettre du combattant prisonnier Ayman Sharawbeh ?

Les autorités de l'occupation continuent à transférer Ayman sharawneh d'une prison à l'autre, alors qu'il poursuit la grève de la faim, affichant un sadisme rare, afin de le déstabiliser, et même le tuer. Ayman le sait. Il a écrit une lettre d'adieu à sa famille, son peuple, aux combattants et résistants pour une Palestine libre et libérée. Il dit : « je suis en train de dire adieu à toutes les parties de mon corps. Le rein droit ne fonctionne plus, le gauche fonctionne à 50%. Mon pied gauche est paralysé, mon œil droit ne voit plus, et mon état de santé est en détérioration constante…. Si je m'en vais, Samer Issawi et d'autres prisonniers en lutte ont besoin de votre soutien, ils relèvent de votre responsabilité….. Mon moral est très élevé, et je jure par Dieu le Tout-Puissant que je n'arrêterai pas ma grève avant de retourner dans ma maison et ma famille. Ce vendredi premier février, j'ai cessé de boire de l'eau et refuse toute consultation médicale de la part des sionistes haineux. Si je tombe martyr, mon sang poursuivra les occupants de sa malédiction.

Je vous remercie pour votre solidarité. Je sais pertinemment que la solidarité avec les prisonniers grévistes ne dépasse pas les quelques centaines de personnes, comme si la question des prisonniers était secondaire, nous sommes passés à la marge. J'espère que vous saurez réagir à la mesure des sacrifices consentis. Quand est-ce que vous allez vous réveiller ?

Je demande à tout être libre de notre peuple d'agir et de ne pas abandonner les prisonniers au sort des chiffres inscrits sur le tableau des martyrs. A ma famille, je vous demande d'éduquer mes fils dans la voie de l'islam et la vie digne . J'ai vécu, digne et fier, défendant ma patrie et mon peuple. J'ai accepté ce que mon Seigneur m'a accordé. »

Akhram Rikhawi enfin libéré. Il avait repris la grève de la faim fin janvier pour exiger le respect de l'accord qui avait mis fin à sa lutte il y a quelques mois. Akram Rikhawi, de la bande de Gaza, avait mené une grève de la faim de trois mois. Les autorités de l'occupation avaient accepté qu'il soit libéré le 23 janvier dernier. Elles n'ont pas tenu parole. Il avait repris sa grève.

Les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, branche armée du Fateh, et le Front de la libération nationale (FDLP) menacent : la trêve (implicite) avec l'ennemi sera rompue si un quelconque malheur arrivait aux prisonniers en lutte. Par ailleurs, les Brigades d'al-Aqsa ont lancé un appel au président de l'AP, Mahmoud Abbas, pour qu'il assume ron rôle et sauve les prisonniers palestiniens, et un autre appel à l'Egypte qui a supervisé l'accord d'échange d'octobre 2011 afin d'intervenir auprès de l'occupation à propos de ce dossier.

De son côté, sheikh Nafez Azzam, membre du bureau politique du mouvement du Jihad islamique, a déclaré que les dirgeants réunis au sommet islamique au Caire pouvaient faire pression sur les Etats-Unis et les Etats européens et « perturber » l'Etat sioniste en intervenant sur les dossiers des prisonniers et de la colonisation dans les territoires occupés en 1967.

8 mois après avoir été libéré, Adnan Asfour (49 ans) de Nablus a de nouveau été arrêté le 4 février dernier. Adnan Asfour fut détenu administratif pendant 40 mois, pour appartenance au Hamas, ce qui signifie qu'il représente une menace à la sécurité de l'occupant, selon le Shabak.

2 – Statistiques

Le rapport mensuel d'un organisme de solidarité avec les prisonniers indique que 370 Palestiniens ont été arrêtés au cours du mois de janvier 2013, en Cisjordanie et la bande de Gaza, la majorité en Cisjordanie. C'est dans la ville d'al-Quds où les arrestations furent les plus nombreuses, avec 92 Palestiniens arrêtés, puis la ville d'al-Khalil (82), la région de Jénine (44), la région de Bethlehem (36) et Nablus (35). 72 enfants et 5 femmes ont été arrêtés pendant ce mois. Le nombre total des prisonniers dans les geôles de l'occupation s'élève à 4750 prisonniers, à la fin du mois de janvier 2013, répartis sur 17 prisons et centres de détention et d'interrogatoire.

Les autorités de l'occupation ont multiplié les incursions et répressions dans les prisons, notamment dans la prison de Ascalan et de Naqab, qui a subi 7 incursions (sections 8 et 9). A cause des mauvaises conditions dans les prisons, les prisonniers Hisham Mohammad Taha (23 ans), d'al-Khalil, Mu'tassem Raddad et Nizar Mohammad Sadar (29 ans) ont dû être transportés d'urgence à l'hôpital.42 prisonniers détenus administratifs ont subi le renouvellement de leur détention, parmi eux dr. Mohammad Izzat Sayyed, de Jénine (2ème fois), et le dirigeant du Hamas Jamal Tawil.7 prisonniers libérés de la ville d'al-Khalil ont été à nouveau arrêtés par l'occupant. 150 enfants ont été arrêtés au cours du mois de janvier dans le bourg d'al-Issawiya (al-Quds).

Prisonniers de la ville d'al-Quds

224 Palestiniens de la ville d'al-Quds sont actuellement prisonniers. 38 d'entre eux sont condamnés à perpétuité par l'occupation. Une femme, Intissar al-Hadra, arrêtée il y a deux mois, est détenue dans la prison de Hasharon. 15 enfants maqdisis sont détenus dans la prison de Hasharon également.Après la rafle menée par l'occupation contre les militants et dirigeants du mouvement Hamas en Cisjordanie, le nombre des députés détenus s'élève à 16 députés au conseil législatif, la plupart des « détenus administratifs ». Parmi eux, le député d'al-Qods, précédemment expulsé vers Ramallah, Ahmad Attoun.

3 – Libérés

Le dirigeant du mouvement du Jihad islamique sheikh Bassam Saadi a été libéré le 4 février, après une détention de 21 mois. Il avait été arrêté le 5/5/2011, cinq jours seulement après sa libération d'une détention administrative de 8 ans (2003 – 2011). Il a été accueilli dès sa sortie de la prison de Ofer par des dizaines de manifestants, qui l'ont accompagné jusqu'au village de Arrabe, pour affirmer sa solidarité avec les familles des prisonniers en grève de la faim, sheikh Tareq Qaadane et Jaafar Izzidine. Il s'est ensuite rendu au camp de Jénine, à son domicile, après être passé au cimetière des martyrs, prier sur les tombes des martyrs, dont ses fils Ibrahim et Abdel Karim, tombés lors de la défense du camp en avril 2002. Son épouse Nawal a été arrêtée il y a environ trois mois, ainsi que son beau-fils, Ashraf Jada'. Dans le camp de Jénine, où des centaines de Palestiniens sont venus l'accueillir, il a réclamé une grande mobilisation digne des prisonniers en lutte, pour exiger leur libération et a annoncé que les prisonniers préparaient un mouvement général de grève de la faim.

Le 5 février, le prisonnier Khaled Abou Rayaleh (41 ans) a été libéré après 20 ans et quelques mois d'emprisonnement, ayant été accusé de résistance à l'occupation. Il fut arrêté le 12/8/1992 pour appartenance aux groupes du martyr Imad Akl, qui dépendent du mouvement Hamas.

Le 10 février, le prisonnier Bashar Irshid (39 ans) de la région de Jénine a été libéré après 9 ans de détention dans les prisons de l'occupation. Accueilli par la foule à partir de la prison de Meggido, Bashar s'est arrêté un moment devant la tente de soutien aux prisonniers en lutte installée à Jénine ; il a confirmé la vague de répression actuelle contre les prisonniers.

4 – Martyr

Le prisonnier libéré Ziyad Radayda (36 ans) , un des combattants du mouvement du Jihad islamique, et libéré quatre ans auparavant, est décédé des suites d'une longue maladie depuis son incarcération. Il habitait le village Ubaydiya, près de Bayt-Lehem. C'est l'occupation qui est la seule responsable du martyre de Ziyad, a affirmé un responsable du ministère chargé des prisonniers à Ramallah. L'occupation, par sa politique sadique envers les prisonniers, vise à se débarrasser des prisonniers en les laissant mourir ou handicapés à vie.

5 – Traitements inhumains et refus des soins

Les autorités carcérales sionistes sont responsables du décès de centaines de prisonniers palestiniens et arabes, à cause de leur refus de les soigner. Elles sont également responsables du handicap de milliers de prisonniers. C'est le cas précisément du prisonnier Nahed Al-Aqra', de Gaza, arrêté en 2007 et condamné à trois perpétuités. Nahed a été arrêté blessé, mais il ne fut pas soigné. Il suivait un traitement en Jordanie avant qu'il ne soit arrêté, mais les autorités carcérales n'ont pas poursuivi ce traitement. Son pied gauche devra être tranché. Ce nouveau crime envers les prisonniers palestiniens ne soulève aucune émotion de la part de la Croix-Rouge Internationale, ni des organisations internationales.

6 – Ils veulent torturer sans « témoins »

Le shabak (service de renseignements sioniste) ne tient pas à ce que ses interrogatoires musclés des prisonniers palestiniens soient filmés, même par les services sionistes. Le shabak souhaite torturer sans « témoins », même sionistes. Il faut rappeler que la torture physique et morale est admise dans l'Etat de la colonie sioniste en Palestine, et que c'est le seul Etat où la torture n'est pas illégale. Craignant les « dérapages » ou prévoyant les multiples procès qui pourraient être intentés contre les services sécuitaires, des libéraux sionistes ont réclamé que les « scènes de torture » (les interrogatoires) soient filmés. Le shabak refuse.

7 – Solidarité

Les militants solidaires de la lutte des prisonniers inaugurent de nouveaux moyens en vue de populariser la solidarité dans les territoires occupés. Ayant réalisé depuis quelques temps que les rassemblements devant les sièges du CICR ou autres organismes manquaient de dynamisme et s'essouflaient et ne concernaient plus que les mêmes personnes, les militants et les familles ont installé le village « briser les chaînes » dans la région de Jénine, qui fut vite démantelé par l'occupation, puis à présent « la forêt du prisonnier » dans la même région. Un bout de terrain visé par la colonisation a été investi par les militants et paysans qui l'ont nommé « forêt du prisonnier » pour à la fois lutter contre la colonisation et réclamer la libération des prisonniers.

Dans les territoires occupés en 48, plusieurs manifestations se sont déroulées devant les prisons « israéliennes », réclamant la libération des prisonniers en lutte. Le mouvement des jeunes du Front national démocratique ont produit une vidéo « pourquoi ce silence ? Les prisonniers sont en danger » concernant la lutte des prisonniers. Une manifestation s'est également déroulée à Yafa.Jamal Zahalqa, membre dirigeant de Rassemblement National démocratique, a lancé un appel à diverses personnalités internationales, leur demandant d'intervenir en faveur de la libération des prisonniers en lutte. Sur sa page Facebook, il lance une campagne de solidarité, demandant d'écrire à Ban Ki-Moon et à Amnesty International.

Dans l'exil, les Palestiniens réfugiés au Liban ont organisé plusieurs rassemblements de solidarité avec les prisonniers grévistes de la faim ou les prisonniers dans leur ensemble : dans le camp de Ayn el-Helwé, dans celui de Baddawi, mais aussi devant le siège de la Croix-Rouge Internationale, et au siège du syndicat des journalistes.

A Jénine, les familles des prisonniers en lutte ont pris l'initiative d'interpeller les passants en leur offrant des roses et leur demander de multiplier les invocations à Dieu pour libérer les prisonniers. Elles ont également organisé une soirée aux bougies dans les rues de la ville.

Soutenir la lutte des prisonniers détenus dans les geôles sionistes (Février 2013 : N°6)

le 22/2/2013 8:20:00 (210 lectures)

« Rien ne symbolise mieux que la prison coloniale la lutte à mort qui se joue entre colon et colonisé. Si la prison est l'éventualité certaine du résistant, la résistance est aussi l'horizon du prisonnier. C'est ce qu'attestent les luttes menées au sein même des geôles sionistes. Les prisonniers sont les martyrs, mais non les victimes de la résistance. Ils en sont les acteurs. Lutter contre la détention administrative et les conditions carcérales, c'est aussi lutter pour que la résistance continue, c'est lutter pour que la société continue d'exister. Parce que le combat des prisonniers est toujours un combat politique, le statut de prisonnier constitue, par conséquent, un repère fondamental de l'identité nationale palestinienne. C'est pourquoi la libération inconditionnelle de tous les prisonniers, palestiniens et arabes, est une revendication centrale de la cause palestinienne.

Cette chronique, produite par Rim al-Khatib, se veut être l'écho de cette lutte. Depuis début 2012, les prisonniers en détention administrative ont lancé un mouvement ininterrompu de grève de la faim. Actuellement Samer 'Issawi est en grève de la faim depuis plus de 5 mois (150 jours) ».

« Nés libres, nous le resterons »

Soutenir la lutte des prisonniers détenus dans les geôles sionistes

Février 2013 : N°6

I – Abolir la détention « administrative »

Samer Issawi, dont la grève de la faim a dépassé les 209 jours, sera-t-il finalement libéré ? Dans un message adressé au peuple palestinien, il déclare que son martyre sera la bombe lancée à la face de l'occupation. Il déclare : « je suis plus fort que l'armée de l'occupation et ses lois racistes, je suis Samer Issawi, fils de la ville d'al-Quds. Je vous demande, lorsque je tombe martyr, de porter mon âme comme un cri en faveur de tous les prisonniers et prisonnières, que ce soit le cri pour la liberté, la libération et la fin du cauchemar des prisons et de leurs ténèbres étouffantes. Mon combat est plus grand qu'une question de liberté individuelle. Moi-même et mes compagnons héroïques, Tareq, Ayman et Jaafar, menons une lutte pour tout le peuple palestinien, contre l'occupation et ses prisons, afin que nous soyions libres et maîtres dans notre Etat libéré et dans notre ville d'al-Quds…. Ne craignez pas pour mon cœur s'il s'arrête de battre, ni pour mes mains si elles deviennent paralysées, je suis vivant et je vivrai après ma mort, car al-Quds bouge dans mon sang, dans ma foi et ma doctrine ».

Devenu le symbole de la résistance palestinienne à l'occupation, Samer Issawi sacrifie sa vie pour que la Palestine vive et se libère. Samer Issawi, cadre dirigeant du FDLP, a été emprisonné par les forces de l'occupation pour acte de résistance. Il fut libéré dans le cadre de l'accord d'échange en octobre 2011. Revenu dans sa ville, al-Qods, il a refusé le diktat sioniste l'empêchant de se rendre en Cisjordanie. Il est arrêté par l'occupation et placé en « détention administrative », ce qui signifie que sa simple présence hors de prison constitue, pour les services sécuritaires sionistes, une menace à leur domination. Cette forme de détention est barbare (torture physique, morale et psychique) et humiliante (tout Palestinien qui « gêne » l'occupation est menacé d'arrestation et de détention). Abolir la détention administrative en Palestine occupée est devenue

une priorité. D'où la nécessité de lancer une large campagne de dénonciation et d'explication sur ce qu'est cette forme de détention, et exiger son abolition. Le centre palestinien Addameer a décidé de lancer une nouvelle campagne internationale dans ce sens, à partir du 17 avril prochain, qui correspond à la Journée du Prisonnier palestinien.
Shadi Issawi, le frère de Samer Issawi, a été arrêté le 17 février dernier par les forces de l'occupation. La tente de la solidarité avec les prisonniers en lutte installée à Issawiya dans al-Quds a été détruite pour la 24ème fois. Les forces de l'occupation ont attaqué une manifestation allant de Sheikh Jarrah à Issawiya. L'Etat sioniste craint le développement de la solidarité avec les prisonniers en lutte et croit qu'en arrêtant les membres de la famille Issawi, la révolte croissante des Palestiniens prendra fin. Mais c'est le contraire, puisque sheikh Khodr Adnane a appelé les Palestiniens, lors d'une journée de solidarité dans la ville d'al-Khalil, à entrer en confrontation avec les soldats de l'occupation.
Ce cadre dirigeant du mouvement du Jihad islamique, déclencheur de la lutte des prisonniers pour la dignité, a entamé la grève de la faim, en solidarité avec les prisonniers en lutte. Il a annoncé sa participation à la grève de la faim au lendemain d'une journée nationale de solidarité, tenue à Bethlelem, en Cisjordanie, réclamant la libération immédiate des prisonniers grévistes et l'abolition de la détention « administrative ». Réalisant que l'ennemi sioniste profite du silence et de la complicité internationale, il a décidé de réagir en appelant les Palestiniens à accentuer leur soutien et leur lutte contre l'occupation. La mère et les deux frères de Ayman Sharawneh ont entamé la grève de la faim. Au cours d'une journée organisée dans la ville d'al-Khalil en soutien aux grévistes, les membres de la famille de Ayman Sharawneh ont décidé de rejoindre la lutte pour la dignité.
Le CICR réagit de manière honteuse à la lutte des prisonniers et du soutien de leurs familles. Prétextant la présence de sheikh Khodr Adnane dans ses locaux, il a décidé d'empêcher les familles des prisonniers de s'y rassembler, que ce soit à Gaza ou à Ramallah. Bilal Diab, prisonnier libéré ayant également une grève de la faim pour obtenir sa libération, a commenté : « le CICR devrait plutôt fermer ses locaux qui se

trouvent dans Tel Aviv ». Le CICR prétend que la présence de sheikh Khodr Adnane gêne les parents des prisonniers, qui souhaitent recevoir leur autorisation pour les visites. La tentative du CICR de diviser entre les grévistes de la faim et les familles de prisonniers a été refusée par les familles même, qui ont affirmé leur soutien à sheikh Khodr Adnane, tout comme les prisonniers ont soutenu la démarche du résistant du Jihad islamique.

L'attitude de l'équipe du CICR installée en Palestine soulève colère et indignation au sein des familles des prisonniers, et de larges couches du peuple palestinien. A l'exception d'un communiqué laconique s'inquiétant de la santé des prisonniers en lutte, le CICR n'a apporté aucune aide et n'a fourni aucun effort pour interpeller les instances internationales sur le sort des prisonniers palestiniens. Il continue à être le fidèle serviteur de l'occupation, et sous prétexte de « neutralité », poursuit une politique de collaboration indigne de quiconque prétend vouloir servir la cause de la liberté et de la justice dans le monde.

Il faut rappeler que les locaux du CICR dans al-Quds ont été envahis par les forces sécuritaires sionistes pour enlever les députés maqdisis qui s'y étaient réfugiés, ayant cru à la « neutralité » du CICR. Mais au fur et à mesure que le peuple palestinien se soulève et revendique son droit à la liberté, il se heurte à tous ces organismes soi-disant humanitaires et droits de l'hommi(stes), internationaux et locaux, qui ont, pendant des années, assuré une couverture légale à l'occupation.

La détention « administrative » des professeurs et journalistes palestiniens : Le dr. Muhammad Izzat Mohammad Yahya, 47 ans, de la ville de Jénine, a été arrêté la première fois en 2000, pendant deux mois. Professeur à l'université al-Qods (université ouverte), il a de nouveau été arrêté le 30 janvier 2012, et détenu « administratif » pendant 7 mois. A la date prévue pour sa libération, sa détention est renouvelée le 8/8/2012, puis de nouveau renouvelée le 5/11/2012 pour 6 mois. Le tribunal sioniste a refusé l'appel de la famille. Le professeur utilise sa détention pour enseigner et diffuser son savoir auprès des autres détenus. 'Amer Abou Arfa (29 ans), journaliste, est détenu depuis le 21 août 2011 dans les prisons de l'occupation, en tant que détenu « administratif ».

Sa détention a été renouvelée le 6 février dernier. Il avait été détenu « administratif » pendant 4 ans, lorsqu'il fut arrêté en 2003.
L'Etat de l'occupation vient de décider que tous les prisonniers libérés au cours de l'accord d'échange en octobre 2011 sont sous la menace de la détention « administrative » prétextant l'existence de « preuves secrètes » pouvant entraîner l'arrestation et la détention. La nouvelle déclaration des sionistes menace également les prisonniers libérés de les obliger à « accomplir » les peines pour lesquelles ils avaient été arrêtés auparavant. Ce qui signifie que l'Etat de l'occupation bafoue, une fois de plus, ses propres engagements, ce qui n'est pas étonnant ni surprenant d'un Etat colonial illégal, mais c'est à l'Egypte qui a supervisé l'accord d'échange, de faire pression pour l'obliger à les respecter.

2 – Statistiques

Le nombre de prisonniers détenus dans les geôles de l'occupation depuis plus de 20 ans s'est élevé à 73 prisonniers. Deux prisonniers de Jénine ont rejoint la liste : Ahmad Sa'îd Qassem Abdel Aziz, détenu depuis le 10 février 1993 a été condamné à la perpétuité pour acte de résistance, et Usama Khaled Silawi, détenu depuis le 16 février 1993, a été condamné à 4 perpétuités et 55 ans, pour avoir mené des opérations de résistance et dirigé le groupe « Panthère noire » dans la province de Jénine. Le combattant prisonnier Usama Silawi a récement réussi, avec trois autres camarades prisonniers, à briser les barreaux pour pratiquer une insémination artificielle de leurs épouses. Il sera, si Dieu le veut, bientôt père.

4 – Portrait

Le combattant prisonnier Khaled Daoud Azraq (43 ans) du camp de 'Aïda près de Bethlehem est détenu depuis le 12 février 1991. Il a été condamné à la perpétuité pour résistance à l'occupation. Le combattant prisonnier a été détenu alors adolescent, en 1982, pendant deux ans et demi dans la prison de Damon, qui était réservé aux enfants palestiniens. Khaled s'est ensuite marié à Amal Utabi qui l'a secondé dans la résistance. Deux mois après leur mariage, et au cours d'une

opération armée contre l'occupation, en décembre 1990, Amal Utabi, enceinte, tombe martyre. Khaled fut arrêté deux mois après. Il a subi un interrogatoire très douloureux.

5 – Prisons secrètes

Une nouvelle fois, est soulevée la question des prisons secrètes dans l'entité sionite occupante. D'après les sources sionistes elles-mêmes, les services de renseignements ainsi que le ministère de l'intérieur ont emprisonné un ancien membre du Mossad, qui aurait participé à l'assassinat de Mahmoud al-Mabhouh, cadre dirigeant du Hamas à Dubaï. De nationalité australienne, cet agent du Mossad aurait communiqué, ou aurait eu l'intention de communiquer, des informations sur l'assassinat, aux autorités de Dubaï. Il fut enfermé dans une prison secrète, et son nom changé. Le prisonnier X se serait suicidé. Cette information confirme l'existence de prisons secrètes et soulève à nouveau des questions sur le sort du prisonnier libanais Yahya Skaf, combattant du Fateh ayant participé à l'opération Kamal Adouane, en mars 1978, à propos duquel les sionistes refusent jusqu'à présent de communiquer des nouvelles, et sur le sort des diplomates iraniens, enlevés au Liban par les Forces Libanaises et livrés aux sionistes.

6 – Solidarité

Le soulèvement du peuple palestinien est en cours. Il affronte vaillamment les forces de l'occupation, du nord au sud de la Cisjordanie, et dans la ville meurtrie d'al-Quds. Autour des prisonniers et de leur lutte, il s'est uni contre l'occupation. C'est la voie de l'unité, la seule qui puisse mobiliser l'ensemble du peuple palestinien. L'unité recherchée dans les pourparlers du Caire, de Doha ou de Riyad apparaît aussi creuse que l'attente de la « communauté internationale ».

1000 prisonniers palestiniens détenus dans les prisons de l'occupation entament la grève de la faim, ce mardi 19 février.

Les étudiants de Biz-Zeit tentent de fermer les locaux de la représentation de l'ONU à Ramallah, protestant contre cet organisme accusé de compromission avec l'occupant sioniste. Plusieurs étudiants ont déclaré la grève de la faim, en

soutien aux prisonniers en lutte.
Le vendredi de « brisons les chaînes » (15 février) a été organisé en Palestine en soutien aux prisonniers en lutte. Que ce soit à Gaza, en Cisjordanie, dans la ville d'al-Quds ou dans les territoires occupés en 48, le peuple palestinien s'est soulevé. Devant la prison de Ofer, les militaires de l'occupation ont tiré : plus de 200 Palestiniens furent blessés. A Bethlehem, les manifestants se sont rassemblés pour la prière du vendredi. Les réfugiés du camp de Ayda ont affronté les soldats de l'occupation aux abords du camp. D'autres manifestants se sont dirigés vers le barrage de Jalame, et ont coupé la route Nasra-Jénine. Sheikh Khodr Adnane, en grève de la faim, a déclaré : « le meilleur soutien aux combattants grévistes de la faim consiste à affronter l'occupation. ».
360 prisonniers palestiniens détenus dans la prison Ramon, aux côtés des prisonniers du mouvement du Jihad islamique, ont déclaré la grève de la faim, le 15 février, en solidarité avec les prisonniers en lutte. Mais plusieurs mouvements de protestation dans les prisons de l'occupation se poursuivent, soit par prisons ou sections, soit par formations politiques. Certains expliquent ces luttes sectorielles et le manque de coordination par la situation désastreuse de la division inter-palestinienne.
Pendant plusieurs jours, les Palestiniens vivant dans les territoires occupés en 48 manifestent devant la prison de Ramleh, en soutien aux prisonniers en lutte. Mais des voix s'élèvent de plus en plus pour réclamer des députés (arabes palestiniens) qui siègent à la Knesset sioniste de boycotter les séances de cet organisme, en signe de solidarité avec les prisonniers. Il est vrai cependant que les députés agissent mais leurs actions ne dépassent pas celles des militants ou dirigeants des mouvements politiques. A quoi sert-il d'être député dans cet organisme sioniste, s'ils ne profitent pas pour élever la voix et mobiliser les députés européens ou autres dans le monde ?
A Tulkarm, une journée de grande mobilisation autour de la lutte des prisonniers le 14 février dernier a réuni des milliers de personnes. Des photos des prisonniers en lutte ainsi que des fleurs ont été distribués aux passants. Selon un responsable de la mobilisation, même les forces de sécurité de

l’AP ont rejoint le rassemblement central, en vêtements civils, cependant.
Plus de 200 jours de grève de la faim pour faire réagir l’ONU, l’Union européenne et malheureusement, quelques forces politiques arabes et leurs médias. La commission des droits de l’homme à l’ONU a publié une lettre de solidarité avec les détenus en lutte.
Au moment où le peuple palestinien se soulève en Cisjordanie occupée réclamant la libération des prisonniers en lutte, les services sécuritaires de l’Autorité palestinienne de Ramallah arrête les militants. Deux militants du mouvement du Jihad islamique de la ville d’al-Khalil ont été arrêtés le lundi 18 février. De nombreux militants du Hamas avaient également été arrêtés dès le début du mois de février, dont des prisonniers libérés.

Soutenir la lutte des prisonniers détenus dans les geôles sionistes (Février 2013 : N°4)

le 10/2/2013 21:00:00 (211 lectures)

« Rien ne symbolise mieux que la prison coloniale la lutte à mort qui se joue entre colon et colonisé. Si la prison est l'éventualité certaine du résistant, la résistance est aussi l'horizon du prisonnier. C'est ce qu'attestent les luttes menées au sein même des geôles sionistes. Les prisonniers sont les martyrs, mais non les victimes de la résistance. Ils en sont les acteurs. Lutter contre la détention administrative et les conditions carcérales, c'est aussi lutter pour que la résistance continue, c'est lutter pour que la société continue d'exister. Parce que le combat des prisonniers est toujours un combat politique, le statut de prisonnier constitue, par conséquent, un repère fondamental de l'identité nationale palestinienne. C'est pourquoi la libération inconditionnelle de tous les prisonniers, palestiniens et arabes, est une revendication centrale de la cause palestinienne.

Cette chronique, produite par Rim al-Khatib, se veut être l'écho de cette lutte. Depuis début 2012, les prisonniers en détention administrative ont lancé un mouvement ininterrompu de grève de la faim. Actuellement Samer 'Issawi est en grève de la faim depuis plus de 5 mois (150 jours) ».

« Nés libres, nous le resterons »
Soutenir la lutte des prisonniers détenus dans les geôles sionistes
Février 2013 : N°4

I – Abolir la détention « administrative »

L'occupant a pris la décision de laisser mourir les prisonniers grévistes de la faim, à moins qu'il ne ressente le danger d'une confrontation militaire, notamment en provenance de la bande de Gaza, où le mouvement du Jihad islamique a menacé l'occupant sioniste de rompre la trêve implicite entre la résistance et l'occupant si l'un des prisonniers tombait. En même temps, de multiples cellules de la résistance palestinienne sont entrées en action en Cisjordanie occupée pour kidnapper un soldat ou colon, en vue de l'échanger avec les prisonniers. C'est ce qu'indique en tout cas l'occupant qui a multiplié les arrestations de Palestiniens. C'est aussi cette effervescence en Cisjordanie occupée qui peut peser sur la décision sioniste, celle de libérer les grévistes de la faim. Il faut également ajouter le mouvement de lutte qui s'organise à l'intérieur même des prisons, soit autour de revendications spécifiques, soit autour du soutien aux grévistes de la faim. Mais jusqu'à présent, malgré la gravité de l'état de santé des prisonniers grévistes, le mouvement de solidarité, en Palestine et dans le monde, reste timide. Des initiatives sont prises ici et là, mais restent peu efficaces pour d'une part, informer l'opinion internationale sur le mouvement de la lutte des prisonniers et d'autre part, mener une large campagne pour abroger la détention administrative.

Le prisonnier Akram Rikhawi, qui devait être libéré à la fin du mois de janvier, après une longue grève de la faim, a repris la grève de la faim illimitée pour réclamer sa liberté. Akram Rikhawi avait reçu l'assurance des autorités sionistes, que sa détention ne serait pas renouvelée s'il cessait sa grève de la faim. Or il n'a pas été libéré.

La santé du combattant prisonnier Samer Issawi est en détérioration constante. Sa famille et son peuple attendent d'un moment à l'autre l'annonce de son martyre. Samer a décidé d'offrir sa vie pour la liberté des prisonniers et l'abrogation de la détention administrative.

Le combattant Ayman Sharawneh a été transféré du centre d'isolement de la prison Eshel dans Beer Saba', dans al-Naqab, vers l'hôpital de la prison de Ramleh. Il a été de nouveau transféré vers l'hôpital Soroka, dans al-Naqab, et retourné dans une cellule d'isolement dans la prison de Ramleh. Les autorités de de l'occupation visent, par ces déplacements incessants d'un prisonnier en grève de la faim, à faire pression sur lui, pour qu'il arrête sa lutte et pour susciter des doutes quant à sa décision de poursuivre la grève.

Le prisonnier Youssef Shaabane (33 ans) a cessé la grève de la faim, à cause de la détérioration de son état de santé, après deux mois de lutte. Il a été immédiatement transféré à la prison de Meggido, au lieu d'être suivi médicalement, et privé de la visite de son avocat.

Le prisonnier combattant Bassam Diab a été condamné à la détention administrative pour 6 mois. Bassam Diab est le frère de Bilal Diab, qui avait mené une longue grève de la faim, en tant que détenu administratif, et fut finalement libéré. Bassam Diab avait participé à la mobilisation populaire de soutien aux grévistes. Plusieurs fois prisonnier (6 ans en tout), Bassam Diab a été arrêté lors de la rafle contre les membres du mouvement du Jihad islamique en Cisjordanie occupée, il y a trois semaines.

La détention administrative du député Bassem Zaarir (51 ans) a été prononcée pour 6 mois. Le député Zaarir a été élu dans la province d'al-Khalil. Il a à nouveau été arrêté le 23 novembre dernier avec 5 autres députés pour incitation contre l'occupation.

« Rien, aucune pression, aucune punition, aucun acte de l'occupation ne nous empêcheront de poursuivre notre lutte pour arracher notre liberté et dignité et nos droits légitimes. Même si chaque partie de notre corps tombe en morceaux, même si l'un de nos yeux lorgne vers une telle « solution », nous le crèverons », ont déclaré les combattants prisonniers, Tareq Qaadane et Jaafar Izzidine. Devant leur état alarmant, les autorités de l'occupation ont emmené les deux cadres dirigeants du mouvement du Jihad islamique à l'hôpital, où il leur fut injecté du sérum par voie intraveineuse. Ils ont été à nouveau transférés à l'hôpital-prison de Ramleh (29 janvier).

Le mouvement du Jihad islamique en Palestine est décidé à rompre la trêve et à lancer ses fusées sur l'entité de l'occupation si l'un des prisonniers grévistes décède.

Au cours de la journée du 25 janvier 2013 que le mouvement avait décrétée « journée de la solidarité avec les prisonniers grévistes de la faim », le vice secrétaire général du Jihad islamique, Ziyad Nakhalé, a déclaré, s'adressant à tous ceux qui, en Cisjordanie, à Gaza, dans les territoires occupés en 48 et dans l'exil, ont activement participé à cette journée : « En ce jour béni, nous sommes debout, unis autour d'une seule cause, nous proclamons tous ensemble que nous sommes avec nos héroïques prisonniers qui ont transformé leurs corps en épées contre la tyrannie de l'occupation et ses appareils sécuritaires, en défense de leur dignité et de leur humanité, et pour en finir avec la persécution sioniste incessante de notre peuple et la pratique des arrestations de nos combattants et de nos combattantes.

Vos fils et vos frères ont livré leurs corps en signe de volonté, de victoire et de sacrifice, pour affirmer au monde entier qu'ils sont déterminés à vaincre la défaite, la peur et l'humiliation. Ils sont vainqueurs par leur volonté contre l'hésitation et la compromission. Ils suivent une voie qu'ils connaissent et qu'ils ont déjà empruntée et par laquelle ils ont déjà réalisé des acquis énormes sur le chemin de la liberté, comme l'a fait le grand combattant Khodr Adnane, les frères Bilal et Thaer et la sœur Hana'. Aujourd'hui, il s'agit d'une nouvelle phase de la lutte et de la résistance, menée par les chevaliers de ce peuple, qui s'élèvent au rang de symboles d'une volonté inébranlable, Samer Issawi, Ayman Sharawneh, le dirigeant combattant Tareq Qaadane, le dirigeant combattant Jaafar Izzidine et le combattant Youssef Shaabane et le combattant Akram Rikhawi. Nous les nommons, un par un, car ils méritent qu'on soit avec eux, et qu'on les aime, parce qu'ils sont notre âme. Ils ont transformé la bataille des « ventres creux » en bataille de la dignité et de la fierté face à Israël, et nous devons parler de la bataille de la volonté, pour briser cette arrogance sioniste…

A notre grand peuple, ceux qui se tiennent aujourd'hui aux côtés de leurs fils et frères combattants, doivent savoir qu'ils empruntent le chemin vers l'unité de notre peuple sous la bannière de la lutte, et de ces épées brandies face à Israël.. Que s'élargisse le mouvement de la solidarité jusqu'à couvrir toute la Palestine et le monde… C'est là le critère de sérieux de ceux qui parlent de l'unité du peuple et de la géographie.. Ces dirigeants (prisonniers) sont une dette et un devoir que nous devons accomplir. Nous devons nous mobiliser pour leur dignité. A cette occasion, nous appelons l'ensemble du peuple palestinien et des peuples arabes à préserver un haut degré de mobilisation aux côtés de la cause des prisonniers.

Quelles que soient les circonstances et les alliances maléfiques, la volonté des peuples est indéniablement plus forte et plus puissance que celle du geôlier qui emprisonne encore des milliers de nos héros. Hommage à tous ceux-là qui dessinent, par leur ténacité, patience, fermeté et volonté, la carte de la Palestine.

De son côté, le dirigeant Khaled al-Batch : « Le mouvement du Jihad islamique ne restera pas inactif si l'un de nos prisonniers décède, suite à la négligence médicale de l'occupation envers les prisonniers », appelant les organisations de la résistance à adopter une stratégie commune qui inclut la libération de tous les prisonniers.

2 – La Croix Rouge Internationale accusée de collaboration avec l'entité sioniste

Le prisonnier libéré Fouad Razem, originaire de la ville d'al-Qods et refoulé vers la bande de Gaza, lors de l'accord d'échange d'octobre 2011, a nettement accusé le CICR de servir les intérêts de l'entité sioniste, au lieu de se tenir à distance entre l'occupation et les prisonniers. Le CICR refuse de soutenir la lutte des prisonniers grévistes de la faim alors qu'il avait dénoncé la capture du soldat sioniste en 2006. Fouad Razem a indiqué le mutisme du CICR quant à la grève des prisonniers, et son refus de dénoncer les détentions administratives, qui s'apparentent à une torture psychologique et qui visent à humilier le peuple palestinien. De plus, le CICR a été mis en cause parce qu'il avait arraché les photos des prisonniers grévistes de la faim, que les familles des prisonniers avaient accrochées devant son siège. En colère, les familles ont décidé de boycotter les services du CICR, d'autant plus, comme l'explique la prisonnière libérée Fatima Zekk, qu'il a toujours appliqué les directives de l'occupation.

3 – Libéré

Le prisonnier Muhammad Abdallah Titi (41 ans) du camp de Balata, à Nablus, a été libéré après avoir été détenu pendant 10 ans pour résistance à l'occupation. Son frère Saoud (29 ans) est toujours prisonnier, condamné à 16 ans de prison. Les autorités carcérales ont refusé toute demande de rencontre des deux frères, sauf pour une journée, dans la prison Ramon.

4 – Enfants prisonniers

Le bulletin mensuel de « Defence for Children International – Palestine section » signale une augmentation de 9,6% du nombre des enfants traduits devant les tribunaux militaires sionistes au mois de décembre, et une augmentation de 9,5% des enfants arrêtés âgés entre 12 et 15 ans. En 2012, environ 600 enfants palestiniens ont été arrêtés par l'armée de l'occupation. Au mois d'octobre 2012, Mujahed S. âgé de 17 ans, est arrêté au barrage militaire à l'entrée de son village Beyta. Il est emmené au centre d'interrogatoire de Jalameh et mis en isolement total pendant 29 jours. Adham D., âgé de 17 ans, est arrêté à Nablus et emmené au même centre, et mis en isolement pendant 12 jours.

5 – L'Autorité Palestinienne de Ramallah poursuit les prisonniers libérés

Les services sécuritaires de l'AP ont arrêté le combattant libéré Mu'tazz Faraj Abido, 33 ans, dans la ville d'al-Khalil, en Cisjordanie, de manière sauvage et inhumaine, ne tenant pas compte de son handicap. Combattant du mouvement du Jihad islamique, le prisonnier libéré Mu'tazz souffre d'un handicap partiel depuis son arrestation en 2012 puis détention pendant 4 mois, par les forces de l'occupation, qui avaient refusé de soigner ses blessures. Malgré son handicap, Mu'tazz a participé à toutes les manifestations de soutien aux prisonniers grévistes de la faim.

6 – Intimidation et terreur

Les forces de l'occupation ont arrêté la mère d'un prisonnier appartenant au mouvement du Jihad islamique, Jamila Afif Ubayd, 70 ans, de 'Arraba, près de Jénine, ainsi que sa fille, lors de la visite du combattant Abed Mahmoud Ubayd (33 ans) condamné à 27 ans de prison. Elles ont été interdites de visite et la mère du prisonnier a été emmenée au centre d'interrogatoire de Jamaleh. Quelques heures plus tard, elle est relâchée.

Les nombreuses incursions de forces spéciales dans les prisons de l'occupation ont augmenté la tension entre prisonniers palestiniens et autorités carcérales. Les résistants prisonniers commencent à s'organiser pour mener une lutte et réclamer le respect des accords signés par l'Etat sioniste lors de l'échange des prisonniers, en octobre 2011, avec l'Egypte. Tous les points de l'accord sont en train d'être violés par l'occupation, l'isolement des prisonniers, l'autorisation d'étudier, la fin de la répression, l'arrestation des prisonniers libérés.

7 – Portrait

Nader Sadaqa est un combattant palestinien pour la liberté et la libération de la Palestine. Il appartient à la communauté samaritaine (de confession juive) qui vit à Nablus. Détenu depuis le 17 août 2004, en plein combat contre l'occupation, il est condamné à 6 perpétuités et 38 ans, dans la prison de Gilboa.

Samer appartient au Brigades Abu Ali Mustafa, du FPLP. Lors de l'Intifada al-Aqsa, il rejoint la résistance armée, avec pour mot d'ordre : « nous sommes « la montagne de feu » (nom populaire de Nablus) et quiconque nous agresse, nous le réduisons en cendres ». Il a dirigé et mené plusieurs opérations armées contre l'occupation. Ses amis et notamment Samer Abou Siz, samaritain comme lui et prisonnier libéré lors de l'accord d'échange en octobre 2011, reconnaissent qu'en prison, le combattant Samer Sadaqa a toujours recherché l'unité avec toutes les formations de la résistance, disant : « l'occupation nous attaque en tant que peuple, et nous devons lui résister uni ».

La mère du combattant Sadaqa raconte que le jour de son arrestation, les occupants ont manifesté une grande joie, et parce qu'il est de confession juive, ils se sont défoulés contre « ce samaritain qui les défiait », lui faisant subir toutes sortes de tortures. Pour l'occupant, il s'agissait de donner une leçon inoubliable aux Samaritains de la Palestine. Mais d'après les souvenirs de sa mère, Samer répétait toujours : « leur volonté n'est pas plus forte que notre patience et notre fermeté ».

8 – Solidarité

A Gaza et en Cisjordanie

Au cours d'une manifestation de solidarité avec les prisonniers grévistes de la faim, à Arrabe, près de Jénine, sheikh Khodr Adnan a annoncé que plusieurs prisonniers détenus dans la prison de Meggido ont entamé une grève de la faim de trois jours en solidarité.

Les associations de solidarité organisent quotidiennement des sit-ins devant les sièges de la Croix-Rouge, à Gaza et à Ramallah. Ces sit-ins sont boudés par les médias internationaux et par une grande partie des médias arabes. Les organisations de la résistance réunies dans un conseil pour la solidarité avec les prisonniers réclament l'ouverture d'une enquête internationale concernant la mort des détenus palestiniens, notamment le martyr Abou Dhray, qui semble avoir été victime des essais pharmaceutiques sur les prisonniers palestiniens.

Le FDLP installe des tentes de la solidarité avec les prisonniers

Dans le camp de Ayn El Helwé, le FDLP a installé une tente de la solidarité avec le prisonnier gréviste de la faim, Samer Issawi. Il a également installé une tente à Wadi Zeina, dans le Chouf (Liban) appelant à un large mouvement de solidarité pour faire pression sur l'Etat sioniste.

L'Autorité Palestinienne et les prisonniers grévistes

Ira-t-elle jusqu'à réclamer une session du Conseil de sécurité de l'ONU pour discuter de la gravité de la situation des prisonniers palestiniens ? C'est ce que promet Issa Karakae, ministre aux affaires des prisonniers de l'AP à Ramallah. Le ministre des AE de l'Autorité a adressé une lettre au président du Conseil de sécurité réclamant « de punir Israël pour les actes inhumains qu'il commet envers les prisonniers ».

A cours d'un rassemblement tenu à Ramallah, en soutien aux prisonniers, Issa Karakae a déclaré que les autorités égyptiennes font des efforts importants pour la libération des prisonniers palestiniens grévistes de la faim. Les autorités égyptiennes négocient à nouveau ce dossier avec l'occupant.

A Trablos, dans le nord du Liban, plusieurs initiatives de solidarité avec la lutte des prisonniers palestiniens : un match de foot et une journée de solidarité à l'école al-Nour, où les élèves ont écrit des messages aux prisonniers grévistes.

Soutenir la lutte des prisonniers détenus dans les geôles sionistes (Janvier 2013 : N°3)

le 26/1/2013 12:30:00 (293 lectures)

« Rien ne symbolise mieux que la prison coloniale la lutte à mort qui se joue entre colon et colonisé. Si la prison est l'éventualité certaine du résistant, la résistance est aussi l'horizon du prisonnier. C'est ce qu'attestent les luttes menées au sein même des geôles sionistes. Les prisonniers sont les martyrs, mais non les victimes de la résistance. Ils en sont les acteurs. Lutter contre la détention administrative et les conditions carcérales, c'est aussi lutter pour que la résistance continue, c'est lutter pour que la société continue d'exister. Parce que le combat des prisonniers est toujours un combat politique, le statut de prisonnier constitue, par conséquent, un repère fondamental de l'identité nationale palestinienne. C'est pourquoi la libération inconditionnelle de tous les prisonniers, palestiniens et arabes, est une revendication centrale de la cause palestinienne.
Cette chronique, produite par Rim al-Khatib, se veut être l'écho de cette lutte. Depuis début 2012, les prisonniers en détention administrative ont lancé un mouvement ininterrompu de grève de la faim. Actuellement Samer 'Issawi est en grève de la faim depuis plus de 5 mois (150 jours) ».

« Nés libres, nous le resterons »

Soutenir la lutte des prisonniers détenus dans les geôles sionistes

Janvier 2013 : N°3

I – Abolir la détention « administrative »

Le prisonnier Ayman Sharwaneh a décidé de reprendre sa grève de la faim, qu'il avait arrêté pendant quelques semaines, en attendant que le tribunal sioniste revoie son dossier. Or, il ne l'a pas fait. Ayman Sharawneh a mené une grève de la faim de presque 6 mois réclamant la fin de sa détention.

Le prisonnier maqdisi Samer Issawi a été emmené d'urgence dans un hôpital « israélien » suite à la détérioration de son état. Il mène une grève de la faim depuis 180 jours.

Dans une lettre adressée à une association solidaire avec les prisonniers, les prisonniers Tareq Qaadane et Jaafar Izzidine, alors à leur 55ème jour de grève de la faim, annoncent qu'ils refusent dorénavant tous les médicaments et toutes les visites médicales malgré la détérioration de leur état de santé. Ils réclament la libération immédiate de tous les grévistes de la faim et des détenus « administratifs ». Ils écrivent : « nous menons une grève sans précédent dans l'histoire du mouvement des prisonniers. Notre grève sert à colmater les brèches qui ont traversé ce mouvement, essayant de préserver sa pureté et les nobles buts nationaux qu'il a accomplis tout au long des années passées. Dès le début de notre grève, nous avons voulu redonner à la grève sa dignité et son audience. Nous avons décidé de refuser tous les médicaments et tout contact avec les médecins.. Nous étonnant du silence assourdissant envers notre cause, nous nous demandons si nous sommes devenus une charge pour notre peuple dont il faut se débarrasser ? Des centaines de prisonniers souffrent de maladies les unes plus graves que les autres, sans compter le froid qui ronge nos corps, et l'humidité qui gèle notre sang. Nous allons poursuivre notre chemin… jusqu'à obtenir notre liberté (17 janvier). Le conseil dirigeant du mouvement du Jihad islamique dans les prisons sionistes a rendu responsable les autorités pénitentiaires et le gouvernement sioniste de la vie des cadres du mouvement, en grève de la faim, Tareq Qaadane, Jaafar Izzidine et Youssef Shaabane. Il a appelé à la solidarité avec les résistants en lutte et a promis « qu'il ne

les laisserait pas seuls dans le champ de bataille ». L'épouse de Jaafar Izzidine poursuit la grève de la faim (29 jours), en solidarité avec les prisonniers en lutte.
Le prionnier Nazih Abu Aoun (50 ans), de Jbaa près de Jénine, a décrit la détention administrative comme étant « une lente exécution à mort du prisonnier et de sa famille », puisque le prisonnier ignore de quoi il est accusé et quand sa détention s'achèvera. Dans une lettre envoyée à un centre de solidarité avec les prisonniers, Abu Aoun a précisé que le but de la détention administrative est de briser la volonté des prisonniers. Le prisonnier Nazih Abu Aoun est en détention administrative depuis juillet 2011. Il avait été fait prisonnier entre 1993 et 1997, puis entre 1998 et 2004, puis entre 2007 et 2010 (soit au total 14 ans d'incarcération).
La détention « administrative » a été renouvelée à l'encontre du prisonnier Ghanem Tawfic Sawalmeh (46 ans) de Nablus, le 18 janvier dernier, quelques heures seulement avant la fin de son incarcération. Les services de renseignements sionistes ont prétendu que sa libération constituait une menace sur la sécurité de la région. Le prisonnier avait rangé toutes ses affaires et salué tous ses camarades de cellules, attendant sa libération. Ghanem Sawalmeh avait été détenu pendant plus de 8 ans, la majeure partie en détention « administrative ». Il avait été refoulé vers Gaza en 2004, puis revenu en Cisjordanie, il a été maintes fois arrêté depuis. Sa dernière arrestation date du 21 juillet 2011, et sans aucune charge contre lui, les autorités de l'occupation prononcent la détention « administrative », renouvelée 3 fois.
La campagne pour l'abolition de la « détention administrative » doit s'élargir. La pression internationale, le boycott des institutions sionistes, la campagne médiatique pour la libération des prisonniers, doivent s'intensifier. Ne laissez pas les prisonniers mourir ! Participez à la bataille pour leur libération !
2 – Martyre du prisonnier libéré Ashraf Abou Dhrey
Lundi 21 janvier, le prisonnier libéré Ashraf Abou Dhrey (Al-Khalil) est décédé des suites de plusieurs maladies graves qui rongeaient son corps depuis sa détention. La négligence médicale de l'occupation envers les prisonniers et les mauvaises conditions de détention entraînent la maladie puis le décès de plusieurs résistants. Abou Dhrey a été détenu

pendant 6 ans et demi , il était à moitié paralysé lors de son arrestation. Il fut libéré le 15/11/2012 et immédiatement transporté à l'hôpital d'al-Khalil, étant donné que les autorités carcérales sionistes avaient refusé, tout au long de sa détention, de le soigner. Seule l'occupation est responsable de son martyre, ont affirmé les multiples associations de solidarité avec les prisonniers palestiniens. La négligence médicale, politique d'assassinat intentionnelle, menace plus d'un millier de prisonniers palestiniens. 13 d'entre eux souffrent de cancer, 90 de maladies cardiaques et de diabète. Des milliers de Palestiniens ont participé à ses funérailles, alors que les familles des prisonniers malades craignent de plus en plus pour la vie de leurs parents détenus.

3 – La saison du froid dans les prisons sionistes

Les associations palestiniennes de solidarité avec les prisonniers ont rédigé plusieurs rapports sur les conditions inhumaines dans les prisons sionistes, notamment pendant la période du grand froid qui a envahi la région. Dans les prisons, c'est l'eau froide et l'interdiction absolue de la réchauffer pour se laver. Les autorités carcérales ont interdit l'entrée de vêtements chauds et de couvertures supplémentaires pour les prisonniers palestiniens. Dans la prison de Hawwara, l'eau est entrée dans les celllules par les fenêtres, que l'occupant a refusé d'isoler. Les eaux ont envahi les cellules de la prison militaire de Atzion au sud de Beit-Lehem, ainsi que la prison de Shatta. De plus, la plupart des prisons sont humides, alors que celles qui sont situées en plein désert comme celles du Naqab, de Nafha et de Ramon, sont très froides en hiver, notamment pendant la nuit.

4 – Enfants prisonniers

L'association « Defence for Children International – section Palestine » a déposé une plainte auprès du conseiller juridique du gouvernement sioniste, accusant les forces sécuritaires de l'occupation d'avoir torturé des enfants dans la prison de Jalame. L'association a déclaré qu'au mois de septembre 2012, ces forces ont arrêté 5 enfants, avant de les emmener au centre d'interrogatoire d'al-Jalame, situé dans l'entité sioniste, ce qui représente une violation de l'article 76 de la 4ème convention de Genève, qui interdit le transfert des civils de la zone occupée (Cisjordanie, reconnue

par l'ONU comme étant une zone occupée). Les enfants ont été enfermés dans des cellules étroites, entre 4 et 29 jours, et privés d'avoir des contacts avec l'extérieur. Ils ont été soumis à des interrogatoires longs, attachés sur des chaises. L'association signale qu'en 2008, 59 enfants avaient été détenus en isolement dans le centre d'interrogatoire d'al-Jalame, de Petah Tikva et de la prison de Hasharon.
Arrêtés il y a presque un an, les 8 enfants du village de Bayt Ummar sont privés de tous leurs droits humains. Le 7 mars 2012, les forces de l'occupation lancent une attaque contre leurs maisons et les emmènent pour interrogatoire. Saed Salibi, Muhan Adi, Sami Abu Jawde ont juste 15 ans. Bilal Awad, Ayesh Awad, Bassel Abu Hashem, Ahmad Issa ont à peine 16 ans. Ils sont détenus dans la prison de Ofer, dans la section 13 réserve aux adolescents. L'enfant Zayn Abu Maria (14 ans) a été condamné à la « détention à domicile » après que ses parents aient été obligés de payer 5000 shekels.

5 – Libérés

25 ans après, l'occupation libère le prisonnier Maqdisi Jihad Mustafa Ubaydi. Né en 1967, il fut arrêté en janvier 1988. Torturé dans le centre d'interrogatoire al-Moskobiyya, il fut accusé d'appartenir au FPLP et de participer à la résistance, en poignardant des soldats israéliens. Il fut condamné à 25 ans de prison, au cours desquels il connut toutes les prisons de l'occupation et ses centres d'interrogatoire.
20 ans après, le prisonnier Ahmad Arida (42 ans), du village Arraba près de Jénine, a été libéré. En janvier 1993, il fut condamné à 20 ans de prison, pour appartenance au mouvement du Jihad islamique en Palestine. Ahmad Arida se trouve dans la prison de Shatta avec son frère Mahmoud (38 ans) détenu depuis 1996 et condamné à la prison à vie. Son second frère, Raddad (36 ans) est enfermé dans la prison de Meggido, depuis 1999 et a été condamné à 19 ans de prison. A sa sortie de prison, Ahmad Arida a réclamé une forte mobilisation pour la libération des prisonniers en lutte et de tous les prisonniers, qui subissent une répression amplifiée depuis quelques années.

6 – Les prisonniers ont-ils le droit de manifester leur joie ?

Les geôliers de la prison « Eshel » (prison du Naqab) disent non : les prisonniers palestiniens n'ont pas le droit le

faire. C’est pourquoi ils doivent être punis et réprimés. Suite à la découverte d’un passage vidéo qui montre des prisonniers en train de féliciter l’un de leurs camarades, qui vient de se fiancer, ce passage circulant sur les sites facebook, la direction carcérale de l’occupation a envoyé ses forces spéciales contre les prisonniers : ceux qui paraissent sur la vidéo ont été isolés (27 prisonniers), les cellules de la section 10 ont été fouillées de fond en comble, c’est-à-dire que les affaires privées des prisonniers ont été dispersées, les prisonniers ont été interdits de visites familiales et des visites inter-cellules, pendant deux mois. Les prisonniers ont refusé ces mesures punitives et ont commencé un mouvement de protestation, refusant les repas, et dans un communiqué, ils ont donné 48 h à la direction carcérale pour arrêter ses attaques, avant qu’ils n’envisagent d’autres mesures (20 janvier).
Les unités spéciales formées pour la répression des prisonniers sont intervenues le 21 janvier contre la section 8 de la prison du Naqab.

7 – Portrait

La dernière arrestation de Mohammad Kanaane (Abu Asaad), Palestinien originaire du village de ‘Arrabe en Galilée (occupée en 1948) date d’avril 2012. Il a été condamné à 15 mois de prison ferme. Son crime ? Ne pas avoir repecté la « détention à domicile » prononcée contre lui un an plus tôt, parce qu’il avait participé à la journée d’al-Nakba, dans le Golan occupé et soutenu les réfugiés palestiniens, venant de Syrie, qui avaient pu y entrer. Mohammad Kanaane a été secrétaire général du mouvement Abnaa al-Balad, jusqu’au début de 2012, date à laquelle le mouvement fut recomposé et sa direction collégiale unifiée. Au cours de l’été 2003, il est arrêté pendant quelques semaines pour avoir organisé un camp de jeunes, au cours duquel le drapeau palestinien fut hissé. Quelques mois plus tard, en février 2004, il est arrêté alors qu’il se trouvait chez lui, ainsi que son frère Hussam Kanaane et un autre membre du mouvement, Sahar Abdo, au cours d’une opération policière de grande envergure, notamment à Arrabe : sa maison est fouillée de fond en comble, ses affaires et celles de son épouse et de ses enfants confisquées ou dispersées, sa propre mère agressée. A Haïfa, les locaux du mouvement sont vandalisés. Si Sahar Abdo est libérée un mois

plus tard, Mohammad sera détenu pendant 4 ans, alors que son dossier « sécuritaire » est vide, et son frère Hussam sera condamné à 9 ans de prison. En 2010, son propre fils, Asaad, est arrêté, accusé d'avoir pris à partie un Palestinien de 'Arrabe, engagé dans l'armée de l'occupation. Il sera condamné à dix mois de prison.
Abu Asaad fut maintes fois détenu « administratif » (ce qui correspond dans les territoires occupés en 48 à une « détention à domicile »). Militant nationaliste infatigable, il participe, lorsqu'il est libre de ses mouvements, à toutes les manifestations et les actions en faveur des droits de son peuple. En prison, il a écrit de nombreux poèmes, et écrit régulièrement des articles diffusé sur internet, à propos de la situation palestinienne et arabe. Il est détenu dans la prison de Shatta, mais sa famille est souvent empêchée de lui rendre visite.

8 – Solidarité

A l'initiative du FDLP, un rassemblement de solidarité est organisé à Salfit, en Cisjordanie, avec les prisonniers grévistes de la faim, et notamment Samer Issawi. 7 jeunes Palestiniens mènent une grève de la faim en solidarité avec les prisonniers, dans la tente dressée dans ce but.
Un mouvement de solidarité avec la lutte des prisonniers palestiniens, sur internet, a vu le jour. C'est la campagne « Who's Samer ? » lancée par des jeunes de Gaza en collaboration avec plusieurs militants américains. Il s'agit de faire connaître la bataille menée par Samer Issawi, prisonnier « administratif » d'al-Qods, qui avait été libéré lors de l'opération d'échange en octobre 2011 contre le soldat sioniste Shalit.
Les réfugiés palestiniens du camp al-Am'ari (Cisjordanie) se sont révoltés en soutien aux prisonniers détenus dans la prison d'Eshel, sauvagement réprimés par les autorités carcérales. Les forces sécuritaires sont intervenues pour réprimer les manifestants, qui avaient coupé la route avec des pneus en flamme. Par ailleurs, le silence de la télévision de l'Autorité sur le mouvement de grève de la faim mené par les prisonniers et la solidarité avec eux a été dénoncé par sheikh Khodr Adnane, qui s'est inquiété du degré d'insouciance de l'Autorité et de ses médias, alors que les prisonniers en grève de la faim risquent la mort à tout instant. Cependant,

le président de Nadi al-Assir, Kaddoura Farès, ancien prisonnier libéré suite aux accords d’Oslo, a annoncé la formation d’un « conseil de défense des prisonniers en grève de la faim » à Ramallah afin de coordonner toutes les activités de solidarité avec les prisonniers. Il a également annoncé que le gouvernement égyptien est en cours de négociations avec l’entité occupante pour la remise en liberté de tous les prisonniers qui avaient été libérés lors de l’opération d’échange en octobre 2011.